



*Agenzia Italiana
per la Cooperazione allo Sviluppo*
SEDE DI DAKAR



EVALUATION FINALE DU PROJET DE COOPERATION DELEGUEE PACERSEN BIS

Réf. CIG ZAD30FA256

Rapport d'évaluation

Version finale, Août 2021



Table des matières

Acronymes.....	1
Résumé.....	2
I. INTRODUCTION.....	8
1.1. Contexte général du Projet	8
1.2. Cadre de la mission	8
II. PRESENTATION DU PROJET.....	10
2.1. Organisation de la mise en œuvre	10
2.2. Descriptif des fermes	11
2.3. Objectifs spécifiques de la composante PACERSEN Bis	11
2.4. Les résultats attendus du PACERSEN BIS	12
2.5. Coûts, financement et durée du projet (composante PACERSEN BIS)	12
III. METHODOLOGIE DE L’EVALUATION.....	13
3.1. Approche méthodologique de l’évaluation de performance	13
3.1.1. Réunion de démarrage avec la Coopération Espagnole	13
3.1.2. Revue et exploitation de la bibliographie.....	13
3.1.3. Collecte des données	13
3.2. Visites in situ des sites	15
3.3. Analyse des données et structure du rapport	15
IV. PRINCIPAUX CONSTATS DE L’EVALUATION.....	17
4.1. La Pertinence du projet ou son ancrage développemental et local	17
4.1.1. Pertinence des objectifs du projet	17
4.1.2. Pertinence de la conception du projet.....	17
4.1.3. Appréciation de la pertinence du projet par les parties prenantes	18
4.1.4. Enseignements sur la pertinence du projet.....	19
4.2. La cohérence : la conformité des logiques du CL et de la mise en œuvre	19
4.2.1. Logique d’intervention	19
4.2.2. La cohérence appréciée par les acteurs	20
4.3. La couverture ou le niveau d’atteinte des cibles initiaux	21
4.4. L’efficacité ou le niveau d’atteinte des résultats et indicateurs.....	22
4.4.1. Réalisation des produits (Extrants)	22
4.4.2. Réalisation des effets/impacts (incluant les effets inattendus)	25
4.4.3. Appréciation de l’efficacité du projet par les parties prenantes.....	28
4.4.4. Facteurs de réussite et d’échec.....	29
4.4.5. Enseignements sur l’efficacité	30
4.5. L’efficience ou le rapport cout-efficacité.....	30
4.5.1. Optimisation de l’utilisation des ressources.....	30
4.5.2. Analyse coûts-bénéfices	31
4.5.3. Analyse coûts-efficacité	31
4.5.4. Calendrier de mise en œuvre	32
4.5.5. Enseignements sur l’efficience.....	32
4.6. La durabilité ou la viabilité sous différentes formes	32

4.6.1.	Viabilité technique	32
4.6.2.	Viabilité économique et financière des charges récurrentes	34
4.6.3.	Durabilité institutionnelle et renforcement des capacités	34
4.6.4.	Appropriation et durabilité des partenariats.....	35
4.6.4.1.	Les partenariats et les conventions.....	35
4.6.4.2.	La pérennisation du projet.....	35
4.6.4.3.	Procédure de sélections des bénéficiaires	36
4.6.5.	Durabilité environnementale et sociale	36
4.6.6.	Appréciation de la durabilité par les parties prenantes	37
4.6.7.	Résilience aux facteurs exogènes et gestion des risques ?.....	37
V.	CONCLUSION ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS	39
5.1.	Conclusion.....	39
5.2.	Enseignements.....	39
5.3.	Recommandations	40
ANNEXES	i
Annexe 1 : Termes de référence de la mission		i
Annexe 2 : Modèle logique du projet		iv
Annexe 3 : Comptes d'exploitation réels des fermes de Taïf Baïla et de Malem Hodar		viii
Annexe 4 : Etat d'exécution du Projet (sources Anida)		xiii
Annexe 5 : Guide d'entretien		xv
Annexe 6 : Liste des institutions et personnes rencontrées.....		xvii
Annexe 7 : liste des documents reçus.....		xix

Acronymes

AECID	Agence Espagnol de Coopération Internationale au Développement
AICS	Agence Italienne de la Coopération au Développement
ANIDA	Agence Nationale d'Insertion et de Développement Agricole
CP	Comité de Pilotage
GdS	Gouvernement du Sénégal
FFU	Fond Fiduciaire d'Urgence de l'Union Européenne pour l'Afrique
MAER	Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PACERSEN	Projet d'Appui à la réduction de la migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal
PRACAS	Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise
PIB	Produit Intérieur Brut
PSE	Plan Sénégal Émergent
UE	Union Européenne
UET	Unités d'Exécution Technique

Résumé

Le PACERSEN est structuré en deux composantes :

- i) le PACERSEN Centre et Ouest (dénommée aussi PACERSEN Bis), mis en œuvre dans cinq régions du Sénégal (Louga, Diourbel, Fatick, Kaffrine et Tambacounda)
- ii) le PACERSEN Sud et Est, appelée PACERSEN et qui s'exécute dans les régions de Kédougou, Kolda et Sédhiou.

Le projet est réalisé en partenariat avec l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement (AICS) chargée de la composante Ouest-Centre et l'Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement (AECID) qui assure la mise en œuvre de la composante Sud et Est. L'Agence Nationale d'Insertion et Développement Agricole (ANIDA) en assure la mise en œuvre technique. Prévu pour trois ans au départ, le PACERSEN BIS, objet de la présente évaluation, a finalement duré quatre ans quatre mois suite à un avenant accordé pour cause de retard dans la réalisation des travaux. Le Projet est arrivé à terme en 2021, l'AICS a jugé nécessaire de procéder à l'évaluation finale de la composante PACERSEN Bis¹. L'évaluation, objet de ce rapport, poursuit trois (3) objectifs spécifiques : i) Mesurer les performances du projet ; ii) Identifier les facteurs de succès ou d'échec liés à l'exécution du projet ; et iii) Formuler à partir de ce précède les principaux enseignements et recommandations. Au terme de l'évaluation, la mission a fait les principaux constats suivants :

1. Du point de la pertinence du Projet :

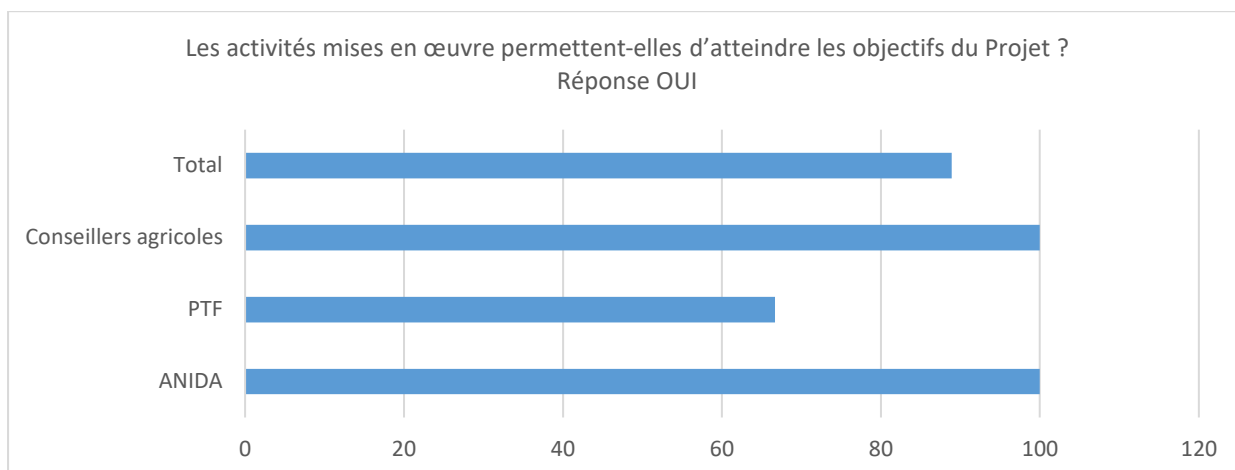
Le projet PACERSEN notamment la composante PACERSEN Bis est en cohérence avec l'Axe 1 du Plan Sénégal Emergent (PSE), qui vise la transformation structurelle de l'économie et la croissance et le Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS). Le projet est également en droite ligne avec la politique et la stratégie mise en œuvre de UE en ce qui concerne le Fonds Fiduciaire d'Urgence (FFU) pour l'Afrique et au Sénégal à travers la création d'emploi dans les zones de départ, la formation professionnelle, l'accompagnement vers l'insertion, la création de chaîne de valeur et le renforcement de la compétitivité des entreprises. Enfin, la pertinence de l'objectif du projet par rapport aux besoins des bénéficiaires est mise en évidence par l'option de sécurité alimentaire, de lutte contre la pauvreté et le chômage en milieu rural à travers la mise en place des fermes, l'augmentation des productions agricoles et l'amélioration du revenu annuel des exploitants.

2. Du point de vue de sa cohérence

L'analyse du cadre logique permet de voir une cohérence dans les différents éléments de la logique d'intervention du projet à savoir les ressources, les activités, les extrants, les effets et les impacts du projet. Cette cohérence dans la logique d'intervention n'a pas toutefois suffi à dérouler le projet dans le temps prévu. La cohérence organisationnelle a été évaluée à travers la documentation. Du comité de pilotage en passant par le comité de gestion, l'unité d'exécution technique, les divisions zonales de l'ANIDA jusqu'aux conseillers agricoles, le schéma organisationnel montre une structure bien établie. Les rôles et responsabilités de chaque acteur sont bien définis et chacun joue sa partition en vue d'atteindre de manière efficace et efficiente les objectifs du projet.

Les principaux acteurs rencontrés, au niveau des partenaires techniques et financiers, l'agence d'exécution du projet ainsi que les conseillers agricoles de l'ANIDA et du PACERSEN bis ont tous souligné la cohérence entre les problèmes identifiés et les objectifs fixés.

¹ Dans le document, le consultant mentionnera simplement PACERSEN BIS pour indiquer la Composante



Les résultats formulés dans le cadre logique sont une suite logique des objectifs définis par le projet.

3. Au niveau de la couverture :

Les cibles identifiées à la conception de la composante PACERSEN Bis ont été tous presque touchées par les actions du projet. L'objectif de migrants de retour bénéficiaires de la composante qui était fixé à 25% n'a pas été atteint. Seulement, une proportion de 6 % des bénéficiaires est réellement composée de migrants de retour. Les bénéficiaires des vingt-neuf (29) fermes sont formalisés en GIE de producteurs avec un compte bancaire. Chaque GIE dispose d'un bureau dont les membres ont été élus ou choisis par consensus. La gestion de la ferme est assurée par le bureau du GIE.

4. Au niveau de l'efficacité

L'efficacité de la composante PACERSEN Bis a été examinée à deux niveaux : la réalisation des extrants et la réalisation des effets/impacts (incluant les effets inattendus) / le Cadre logique. Le Projet a trois (3) résultats. L'atteinte de chaque résultat est corrélée à celle des indicateurs définis. Le niveau d'atteinte des résultats de la composante est présenté ci-après :

Pour le résultat R1 : sur les six (6) indicateurs de R1 que sont i) Nombre de fermes aménagées, équipées et mise en valeur Nombre de fermes mises en place et Nombre d'hectares aménagés, ii) Nombre d'hectares bénéficiant d'un meilleur système de gestion de l'eau (EUTF 2.6) 25% fermes familiales intègrent l'aquaculture, iii) Pourcentage d'augmentation des rendements sur les différents produits agricoles obtenus par les bénéficiaires 25% fermes familiales intègrent l'aviculture ont atteint respectivement à 100%, 0% et 64%. Aucune ferme n'intègre l'aquaculture ; iv) Quantité totale de produit horticole (tonne de fruits et de légumes) obtenue par les fermes à l'année ; v) Volume total de production de lait obtenu par les fermes par année, vi) Intensité culturelle moyenne des fermes, seul le premier est atteint à 100%. Les niveaux de réalisation des autres indicateurs varient et atteignent parfois une valeur faible voire nulle.

Concernant le résultat R2 : les différents indicateurs : i) Quantité totale (tonnes) annuelle de produits horticoles commercialisés sur les marchés, ii) Volume annuel (litre) de produits laitiers commercialisés par les bénéficiaires d'étables sur les marchés ; iii) Chiffre d'affaire (Fcfa) annuel moyen des fermes ; iv) Nombre de kilomètre de pistes réhabilités ou construites, v) Nombre d'infrastructures commerciales réalisées et équipées (kiosques, tricycles) ne sont pas atteints. Pour l'indicateur iv) relatif nombre de km de piste de production, certains travaux sont en cours et d'autres à l'arrêt. Alors le niveau d'atteinte de l'indicateur n'est pas connu pour le moment (Thieppe, travaux avancés à 8% (chantier en arrêt pour le moment) et Taïf et Passy (en cours de construction (chantier à l'arrêt. C'est seulement une partie de l'indicateur v) relatif à la distribution de tricycle qui a été totalement réalisée.

Concernant le résultat R3 : les indicateurs de la R3 i) les capacités techniques, financières et organisationnelles des bénéficiaires sont renforcées et ii) Nombre d'agent mis à la disposition du programme pour l'encadrement et la formation des bénéficiaires installés dans les fermes ont des niveaux d'exécution de 88% et 100% respectivement.

Pour ce qui est de la réalisation des effets/impacts (incluant les effets inattendus) : Certains des quatre (4) indicateurs de OS1 que sont i) Nombre d'emplois créés ou consolidés par an (EUTF 1.1) ; ii) Nombre de petites et moyennes entreprises créées ou renforcées (EUTF 1.2) ; iii) Montant moyen annuel des revenus par bénéficiaire des fermes; iv) % d'augmentation des revenus des bénéficiaires des fermes dans les zones d'intervention ($\% = \frac{\text{revenu année} - \text{revenu référence}}{\text{revenu année référence}}$) sont atteints, d'autres non. Les taux de réalisation sont compris entre 22% et 125% alors que le dernier indicateur cité est non défini pour le moment.

En effet, certaines fermes n'ont pas connu un début de mise en valeur, tandis que pour d'autres fermes en début d'activité, les bénéfices s'avèrent très faibles eu égard aux charges d'exploitation jugées, pour le moment, élevées. Certaines fermes sont mêmes, avec l'inexistence d'énergie solaire, plombées par l'achat de carburant.

Les parties prenantes rencontrées apprécient (à 89%) positivement, comme l'indiquent la figure et les tableaux ci-dessous, le niveau d'atteinte des objectifs spécifiques, des résultats et des indicateurs de la composante PACERSEN Bis. Les conseillers agricoles qui sont sur le terrain semblent être plus partagés (50%) sur cette appréciation tandis que l'ANIDA est plus optimiste.

L'objectif de création d'emplois durables est atteint seulement à 70% car dans la réalité, seulement dix-sept (17) des vingt-neuf (29) fermes ont commencé leur mise en œuvre. S'agissant des douze (12) autres fermes, aucune activité n'est débutée. Le démarrage de la mise en valeur des douze (12) fermes permettra la réalisation complète de l'indicateur avec 1480 jeunes âgées de 18 à 35 ans en activités de manière permanente ou temporaire dans les 29 fermes de la composante PACERSEN Bis.

Facteurs de réussite et d'échec en lien avec l'efficacité

Dans la mise en œuvre de la composante PACERSEN Bis, des points forts facteurs de réussite ont été identifiés. Parmi points, il est à noter :

- Au niveau institutionnel :
 - La collaboration entre l'AECID et l'AICS dans le cadre du projet, à travers le partage de certains volets transversaux comme le suivi évaluation et la communication a été un bon point ;
 - L'implication des autorités administratives locales, de services techniques, déconcentrés et décentralisés de l'Etat a été saluée
- Au niveau technique :
 - L'agriculture solidaire entre les bénéficiaires a pu se concrétiser à travers la réalisation en commun de certains types de travaux ;
 - La mutualisation de certains facteurs et équipement de production à travers les grappes de fermes a été aussi soulignée comme leçon positive à retenir ;
 - L'utilisation de la main d'œuvre saisonnière dans les zones du projet a été appréciée ;

Parmi les facteurs d'échec les plus limitant, il convient de mentionner les points suivants :

- Au niveau de la planification
 - La situation d'urgence n'a pas permis une formulation approfondie du projet notamment : i) une analyse des modèles existants et ii) une proposition d'une stratégie d'intervention adaptée au contexte ;
 - Les délais d'exécution de la composante préalablement fixé à 36 mois ont été sous-estimé ;
 - Des retards au niveau de l'exécution de certains travaux ont été constatés dus à des délais de passation de marchés trop longs et à la faible capacité de certaines entreprises de construction à honorer leurs marchés à temps ;

- La rétrocession des certaines infrastructures n'a pas pu être effective dans les délais comme souhaité par bénéficiaires
- Au niveau opérationnel
 - Le suivi évaluation du projet ayant démarré mais n'a pas pu se poursuivre ;
 - Les lenteurs dans le recrutement des équipes du projet ;
 - La dispersion des fermes dans une large zone d'intervention n'a pas permis un bon suivi. Il faut faire 2 ou 3h de route par aller d'une ferme à l'autre ;
 - Déficit d'accompagnement dans la commercialisation, l'agrobusiness et la mise en réseau des fermes est aussi à noter. Les coordinateurs régionaux ANIDA et les superviseurs PACERSEN sont engagés à accompagner les producteurs dans la commercialisation. Cependant en plein pandémie de la COVID avec l'interdiction du transport interurbain, certaines fermes ont subi des pertes de récoltes importantes (ferme de Bala) dont les conséquences continuent de retarder la réalisation d'un revenu satisfaisant pour les bénéficiaires.

5. Pour ce qui est de l'efficience

Analyse coûts-bénéfices : L'analyse des coûts-bénéfices sur la base d'une évaluation économique au bouclage du projet n'a pas pu se faire pour des raisons liées aux difficultés de disposer de toutes les données de base sur les flux générés par les différentes activités. Ceci est en grande partie lié aux retards dans la mise en place des infrastructures de production, des programmes de mise en valeur agricole au niveau de certaines fermes et de mise en marché des produits.

Cependant l'analyse de quelques comptes d'exploitations de cultures au niveau de fermes nous renseigne sur une certaine rentabilité financière prévisible.

Analyse coûts-efficacité : A la date du 30 juin 2021 le taux de réalisation physique des produits du projet est de l'ordre de 80 à 95%. Le taux d'engagement des fonds quant à lui est de 85,28%. L'utilisation efficiente des ressources financières du projet a permis d'atteindre l'essentiel des objectifs. Dans l'ensemble, il n'y a pas de disproportion évidente entre les moyens mobilisés, les objectifs du projet et les résultats atteints.

Calendrier de mise en œuvre : La mise en œuvre de la composante était initialement prévue pour 36 mois. Le projet a démarré avec 11 mois de retard et les activités n'ont pas pu être bouclées par rapport au calendrier initial. La durée de la mise en œuvre a été prorogée de 14 mois suite à l'approbation de l'Avenant à l'article 2 des Conditions Particulières de la Convention de Délégation. Globalement le projet a duré 52 mois à la date de clôture du 30 avril 2021 soit un écart de 70% par rapport à l'objectif de départ. Le niveau de réalisation calendaire est jugé par la mission pas satisfaisant.

6. La durabilité ou la viabilité sous différentes formes

Il importerait de consolider les dynamiques d'appropriation notées, d'une part, l'achèvement des travaux et l'équipement de certaines infrastructures et d'autre part, par l'animation soutenue et le suivi accompagnement en matière de commercialisation. La viabilité technique est jugée modérément satisfaisante.

Un important volet de formation et de renforcement des capacités institutionnelles et des bénéficiaires a accompagné la mise en œuvre du projet. Le projet a également contribué à la formalisation et la structuration des bénéficiaires en GIE dotés d'organes internes de gestion. Le projet a adopté une approche inclusive et participative associant au niveau local les différents acteurs notamment les collectivités territoriales, autorités administratives, les services techniques et les populations pour la mise en œuvre de ce projet dans les cinq (5) régions cibles. Enfin, le projet a noué des partenariats et signé des conventions avec différents acteurs notamment l'UCAD, les projets, les associations, les centres de formation pour assurer la bonne mise en œuvre. Une convention de formation et de suivi des vaches laitières a été même signée entre le projet et le Centre National pour l'Amélioration Génétique (CNAG) pour faciliter le déroulement du module formation sur les Techniques de production laitière.

Pour assurer la pérennité du projet, l'ANIDA a nommé des Points Focaux pour remplacer les relais et les Superviseurs du projet. Son personnel assure le contrôle et la supervision des travaux, le suivi –évaluation et l'alimentation de la plateforme on line, et les activités de communication et de sensibilisation. Un document pour la pérennisation a été élaboré par le projet.

Sur le plan environnemental, conformément à la loi 2001-01 du 15 janvier 2001 portant code de l'environnement ainsi que la nomenclature des installations classées, le PACERSEN-Bis a bénéficié d'un screening des fermes pour une meilleure prise en compte de la dimension environnementale. Dans le même temps, la durabilité environnementale et sociale du projet est développée, pour certaines fermes, à travers l'utilisation de source d'énergie propre (installations solaires). Pour la plupart des fermes, des activités de reboisement et l'utilisation d'engrais organique pour une partie des activités agricoles ont été mises en œuvre.

7. Conclusion

Le projet est aligné aux politiques sectorielles de l'Etat, à la stratégie de l'UE en matière d'urgence et de développement rural. Il répond aux besoins des bénéficiaires. Dans son ensemble, la conception du projet est pertinente. Le caractère d'urgence des fonds n'a pas empêché le démarrage tardif de la mise en œuvre des activités du projet intervenues onze mois après l'accord de financement.

Le caractère urgent du projet a permis des procédures communautaires simplifiées et des fonds immédiatement disponibles. Mais les procédures des institutions (l'Ambassade et de l'ANIDA), les appels d'offres, la situation politique du pays ont été à l'origine des lenteurs dans le démarrage du projet. Le recrutement de UET internationale a duré 6 mois et l'approbation du protocole avec l'ANIDA 10 mois.

Des contraintes ont entravé l'avancement des travaux et engendré des retards au niveau de leur exécution par rapport aux calendriers initialement prévus dont la lourdeur des procédures de passation de marchés, le manque d'engagement des entreprises et la faiblesse de leurs capacités techniques. La situation des décaissements a été performante à la fin du projet en atteignant un taux de 85%. Un reliquat estimé d'environ 1,26 millions d'Euros soit 818 millions de FCFA environ reste disponible sur le financement

8. Enseignements

Des éléments de l'évaluation, l'équipe de mission retient les éléments suivants qui vont être développés dans la version finale du rapport :

- La préparation de ce type de projet doit se faire minutieusement avec un dossier de faisabilité bien formulé à l'appui
- Le délai d'exécution du projet doit tenir compte des réalités du terrain et prévoir assez de temps pour la réalisation correcte des infrastructures
- La mise en place des équipes de projet doit se faire à temps suite à approbation des financements pour assurer un démarrage effectif sur le terrain et une exécution adéquate des activités du projet
- La sécurisation des sites par la plantation d'espèces de *Mélifera* ou autres autour de la clôture des fermes est nécessaire ;
- Le reboisement des fermes pour créer un microclimat favorable au développement des cultures ;
- L'améliorer les spécifications techniques de certains ouvrages. Les vannes sont de mauvaise qualité ;
- Bien choisir les entreprises en charge des travaux qui retardent la mise œuvre du projet ;
- Le manque de respect des délais de construction par les entreprises ;
- La nécessité d'autonomisation énergétiquement des fermes en installant des équipements solaires.

9. Recommandations

Les premières recommandations en formulation portent sur des urgences qui risquent de compromettre la durabilité à court terme du Projet

- Reverser les fonds disponibles au profit du projet en vue de finaliser les travaux et les activités de suivi - accompagnements pas achevés
- Mettre à disposition de l'eau douce en quantité et en qualité dans certains sites. L'eau du forage de la ferme de Ndoffane Mouride est salée. Les bénéficiaires recommandent la construction de puits ou de mini forage pour régler le problème de la salinité de l'eau.
- Installer des équipements solaires dans les fermes qui n'en disposent pas et améliorer la capacité des installations solaires L'achat de carburant a grevé les coûts d'exploitation des fermes. La capacité des installations solaires est également faible dans certaines fermes notamment au niveau de la ferme « waar wi » de Thieppe et pour les locaux de vie.
- Mettre en place un dispositif d'accès au financement durable (crédit de campagne, commercialisation des produits ...) pour les bénéficiaires des fermes dont certaines ont des difficultés pour couvrir les charges d'exploitation ralentissant ainsi les activités pratiquées ;
- Renforcer la formation et la professionnalisation et des bénéficiaires,
- Mettre en réseau les bénéficiaires et les partenaires techniques, financiers et commerciaux
- Développer la communication interne et externe au sein du projet
- Redéfinir et renforcer le rôle de l'ANIDA pour la pérennisation du PACERSEN
- Alléger les procédures de passation de marchés en adoptant, si possible, celles du bailleur.

I. INTRODUCTION

1.1. Contexte général du Projet

Jusqu'en 2012, la situation économique et financière du pays était marquée par une croissance faible et erratique de 1,7 % et un déficit budgétaire de plus de 6,7 % du PIB. Cette croissance, soutenue en grande partie par le secteur agricole², s'est toutefois améliorée après l'année 2012, pour demeurer en progression constante autour de 4,3% en 2014 et, de 2014 à 2019, la moyenne annuelle était estimée à 6,4 %. Toutefois, le nombre de personnes inactives (environ 15 % de chômeurs) reste encore très élevé. Justement, dans le domaine agricole, le Sénégal regorge d'énormes potentialités notamment d'abondantes ressources hydriques (35 milliards de m³ d'eaux de surface renouvelables et 4 milliards de m³ d'eaux souterraines), et des terres arables propices à la production agricole (4 millions ha de terres arables équivalent à 385 ha pour 1000 habitants).

Malgré ce potentiel, les politiques mises en place n'ont pas permis un réel développement du secteur avec comme corollaire un exode massif des jeunes des zones rurales et une migration irrégulière aux allures de plus en plus inquiétantes. Face à l'ampleur de cette migration de détresse qui est à l'origine de beaucoup de morts en mer, l'État du Sénégal a mis en œuvre d'importants programmes d'amélioration, de renforcement et de modernisation de la base de production agricole. Le Plan Sénégal Émergent (PSE), dans sa composante PRACAS (Programme d'accélération de la cadence de l'Agriculture Sénégalaise) est un de ces programme phares. Ces différentes initiatives ont pour finalité de contribuer au développement durable et de créer des emplois dans le secteur agroalimentaire et l'économie rurale.

C'est dans cette perspective que l'UE, à travers le FFU (Fonds Fiduciaire d'urgence) a initié le projet PACERSEN dans le but d'appuyer l'Etat du Sénégal dans sa lutte contre l'émigration irrégulière vers l'Europe et favoriser ainsi la création d'emplois pour les jeunes, les potentiels migrants et les migrants de retour dans les milieux ruraux.

1.2. Cadre de la mission

Le PACERSEN est structuré en deux composantes :

- i) le PACERSEN Centre et Ouest (dénommée aussi PACERSEN Bis), mis en œuvre dans cinq régions du Sénégal (Louga, Diourbel, Fatick, Kaffrine et Tambacounda)
- ii) le PACERSEN Sud et Est, appelée PACERSEN et qui s'exécute dans les régions de Kédougou, Kolda et Sédhiou.

Le projet est réalisé en partenariat avec l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement (AICS) chargée de la composante Ouest-Centre et l'Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement (AECID) qui assure la mise en œuvre de la composante Sud et Est. L'Agence Nationale d'Insertion et Développement Agricole (ANIDA) en assure la mise en œuvre technique³.

² L'économie sénégalaise dépend encore significativement de son secteur primaire (16 % du PIB et plus de 50 % des emplois), en particulier l'agriculture qui reste sujette aux fluctuations des cours mondiaux et aux aléas climatiques.

³ L'ANIDA a été créée depuis 2008. Sa mission est de promouvoir le développement d'une agriculture moderne qui puisse permettre aux jeunes de saisir les opportunités professionnelles de ce secteur afin de les dissuader de l'émigration clandestine.

Prévu pour trois ans au départ, le PACERSEN BIS, objet de la présente évaluation, a finalement duré quatre ans quatre mois suite à un avenant accordé pour cause de retard dans la réalisation des travaux. Le Projet est arrivé à terme en 2021, l'AICS a jugé nécessaire de procéder à l'évaluation finale de la composante PACERSEN Bis⁴. L'évaluation, objet de ce rapport, poursuit trois (3) objectifs spécifiques ;

- Mesurer les performances du projet ;
- Identifier les facteurs de succès ou d'échec liés à l'exécution du projet ;
- Formuler les principaux enseignements et recommandations

Avec à son actif 79 fermes réalisées, 9000 emplois créés dont 2000 emplois directs³, son expérience dans le domaine de la production de fermes agricoles modernes lui ont valu la confiance des deux agences européennes.

⁴ Dans le document, le consultant mentionnera simplement PACERSEN BIS pour indiquer la Composante

II. PRESENTATION DU PROJET

L'objectif Général du projet PACERSEN est de contribuer à la réduction de la migration irrégulière à travers la réduction de la pauvreté et le soutien à la résilience dans les zones d'intervention du projet. Il vise deux Objectifs spécifiques (OS) : i) contribuer à la création d'emploi et de richesses dans les localités d'intervention et ii Améliorer les conditions de vie dans les zones rurales des zones d'intervention pour réduire l'émigration illégale, lutter contre la pauvreté et soutenir la résilience des populations⁵. Les cibles du projet sont les jeunes, hommes et femmes de 18 à 35 ans et les potentiels candidats à l'émigration clandestine et les migrants de retour afin de les dissuader de l'émigration.

Le projet est donc axé sur la promotion de l'agriculture par la création de fermes agricoles modernes afin de permettre aux jeunes de la campagne et surtout ceux tentés par l'émigration clandestine d'avoir des revenus décents.

2.1. Organisation de la mise en œuvre

Les organes de gestion sont constitués :

- Au niveau central, on notera la mise en place
 - D'un comité de Pilotage (CP) présidé par le MAER, avec comme membres les 8 ministères concernés, UE et AECID, AICS et ANIDA
 - D'un Comité de Gestion,
 - D'unités d'Exécution Technique (UET) et les antennes de supervisions régionales.
- Au niveau local : les instances sont constituées par
 - les comités consultatifs régionaux présidés par le gouverneur avec comme membres les représentants des STD, le Coordonnateur de Zone de l'ANIDA, les représentants des Bénéficiaires (jeunes-hommes et femmes-),
 - les représentants de l'Unité d'Exécution Technique du PACERSEN, les Comités Locaux de concertation, les antennes de Supervision de l'Unité d'Exécution Technique (UET) ;
 - le comité local de sélection, présidé par l'autorité administrative et composé des autorités locales (Maires, et Chefs de villages polarisés par la ferme, les représentant des jeunes, des femmes et des organisations de producteurs, les services techniques locaux, et en qualité d'observateurs les représentants de l'ANIDA et du PACERSEN Bis ;
 - les antennes de Supervision : Ces unités placées sous l'autorité des UET comprennent un superviseur et des conseillers agricoles. Elles ont assuré la mise en œuvre des activités, la coordination du Programme à l'échelle régionale, l'animation des relations avec les collectivités locales, les bénéficiaires et les Services Techniques Déconcentrés et le suivi rapproché des activités du programme.

⁵ Rapport 3^e trimestre 2020 ANIDA, pp.14-15

2.2. Descriptif des fermes

Le Projet propose deux types de fermes :

La ferme villageoise « Natangué » ou ferme communautaire est une exploitation agricole de 15 hectares, dont 10 hectares seront aménagés et équipés. Elle est orientée vers la production horticole et animale. L'aménagement de ces fermes est constitué de 2 blocs de 5 hectares autonomes en irrigation.⁶ Elle dispose d'une clôture grillagée, d'un système d'irrigation adossé à un forage, une station de pompage ou un puits et de bâtiments agronomiques, avec une possibilité de développer aussi un élevage intensif pour diversifier la production.

La ferme « Waar Wi » est un regroupement de 10 fermes de type « Natangué » de 1 hectare. Les ressources telles que l'eau, les infrastructures de stockage et l'espace foyer sont partagées. Dans chacune de ces 10 fermes individuelles, on retrouve les composantes de la ferme familiale, hormis le puits et la pompe solaire qui sont remplacés par le forage partagé. Les infrastructures sont composées par le réseau d'irrigation goutte à goutte de 0,5 ha, la clôture en grillage, un réservoir d'eau de 5 m³ de 3,5 m de hauteur, un poulailler de 12 m² ou une étable, un habitat (case + toilette). Elles permettent à l'agriculteur de vivre dans sa ferme.⁷

Tableau 1 : Répartition des fermes par région

Région	Types de Ferme			Total
	Ferme Villageoise	Ferme Waar Wi	Ferme école	
Tambacounda	4	2	1	7
Kaffrine	7			7
Fatick	2	2		4
Diourbel	3			3
Louga	7	1		8
Total	23	5	1	29

2.3. Objectifs spécifiques de la composante PACERSEN Bis

L'objectif du PACERSEN BIS vise spécifiquement à :

- Contribuer à la création d'emplois et de richesse dans les régions les plus susceptibles à l'émigration à travers l'aménagement de terres par des fermes agricoles villageoises et familiales⁸.
- Amélioration des infrastructures de transport ainsi que l'équipement mécanique des fermes villageoises et individuelles pour diversifier et accompagner l'accroissement des productions agricoles et des emplois.
- Accompagner techniquement toutes les fermes villageoises et individuelles mises en place et formation des agriculteurs et des agricultrices pour assurer l'amélioration des techniques agricoles de la conservation post-récolte, de la gestion et de la commercialisation⁹.

⁶ Convention de base 2017, document de projet, pdf

⁷ Ibid

⁸ Rapport « Situation des travaux PACERSEN BIS au 21 Avril 2020 »

Rapport 1^{er} trimestre 2020 PACERSEN BIS

Annexe VIII (Screening environnemental des fermes du PACERSEN BIS), pp.4-5

Rapport annuel 2020 PACERSEN BIS

⁹ Ibid.

2.4. Les résultats attendus du PACERSEN BIS

Trois (3) résultats intermédiaires sont assignés au Projet :

- **Le résultat R1** : les productions agricoles obtenus par les bénéficiaires (H/F) ont augmenté et sont diversifiés grâce à leur mise en valeur des fermes agricoles aménagées et équipées. La superficie totale est de 219 hectares aménagés, répartis en fermes villageoises ou « Waar Wi ».
- **Le résultat R2** : les productions commercialisées par les bénéficiaires du projet ont augmenté.
- **Le résultat R3** : les capacités techniques, financières et organisationnelles des bénéficiaires sont renforcées

2.5. Coûts, financement et durée du projet (composante PACERSEN BIS)

Le budget de la composante Ouest Centre communément appelé PACERSEN BIS s'élève à dix millions d'Euros. Le projet est financé par l'UE à travers le Fonds Fiduciaire d'Urgence (FFU) ; la première tranche a été créditée le 18 avril 2017 : montant 3.434.000 Euros et la deuxième tranche le 17 Septembre 2019 : montant 5.566.000 Euros ; la troisième et dernière tranche a été créditée le 9 février 2021 : montant 1.000.000 Euros.

La Durée de la mise en œuvre initialement prévue pour 36 mois a été prolongée jusqu'à 52 mois, suite à l'approbation de l'Avenant à l'article 2 des Conditions Particulières de la Convention de Délégation.

III. METHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION

L'étude finale a été réalisée sur une approche globale de l'évaluation de performance puis par la collecte et l'analyse des données.

3.1. Approche méthodologique de l'évaluation de performance

En conformité avec les objectifs du PACERSEN Bis, le consultant a adopté une démarche participative et itérative qui a impliqué tous les intervenants du projet (services techniques, autorités administratives, les collectivités, l'AICS, l'équipe de coordination du projet, et l'UE, les bénéficiaires etc.). Les différentes étapes de la méthodologie sont :

3.1.1. Réunion de démarrage avec la Coopération Espagnole

La réunion de démarrage a été l'occasion d'harmoniser la vision et la compréhension de la mission. Le PV de négociation a été validé par les deux parties.

3.1.2. Revue et exploitation de la bibliographie

Les documents du Projet constitués par les rapports d'activités, l'évaluation à mi-parcours, les rapports d'exécution financière du projet ont été examinés. Plus d'une vingtaine de documents au total ont fait l'objet d'une étude détaillée. La mission en profite pour remercier l'ANIDA et l'AICS pour avoir diligenter cette collecte. La liste des documents consultés est en annexe.

3.1.3. Collecte des données

Deux outils de collecte de données ont été élaborés pour l'évaluation du projet PACERSEN Bis : i) une matrice d'autoévaluation qui aborde les 6 critères d'évaluation de l'OCDE¹⁰ notamment la pertinence, l'impact, l'efficacité, la cohérence et la durabilité et ii) un guide d'entretien destiné aux bénéficiaires des fermes.

En collaboration avec les services déconcentrés de l'ANIDA, le consultant a rencontré les bénéficiaires de cinq (5) fermes : la Ferme didactique intégrée, la ferme collective de Malem Hodar, la ferme collective de Ndooffane Mouride, la ferme collective de Baïla, la ferme « waar wi » Thiéppe. Les sites visités ont été choisis tenant compte, du zonage, du type de ferme, du type d'activité (les combinaisons irrigation et aviculture, irrigation et étable), situation des travaux (travaux de constructions terminées ou non ; ferme mise en exploitation ou non). Des entretiens informels ont été effectués avec les autorités administratives, les maires et certains partenaires à la gestion des fermes pour une meilleure compréhension de la procédure de sélection des bénéficiaires, de la demande de ferme et l'expression des besoins y afférents.

¹⁰ Cette fiche a été administrée aux parties prenantes au niveau central et déconcentré et des partenaires techniques et financiers (ANIDA, PTF et STD).



Photo 1 : Rencontre avec l'adjoint au sous-préfet de la communauté rurale de Taïf



Photo 2 : Rencontre avec les bénéficiaires de la ferme collective de Baïla



Photo 3 : Rencontre avec les bénéficiaires de la ferme collectives de Malem Hodar



Photo 4 : Rencontre avec le maire de la Commune de Missirah



Photo 5 : Rencontre avec le centre de Formation professionnelle Don Bosco de Tambacounda partenaire de l'ANIDA dans la gestion de la ferme didactique de Missirah



Photo 6 : Rencontre avec les sept (7) jeunes bénéficiaires de la ferme collective de Ndoffane Mouride

3.2. Visites in situ des sites

La Ferme didactique intégrée de Missirah et les fermes collectives de Malem Hodar, de Ndoffane Mouride, de Baïla et la ferme « waar wi » Thieppe ont été visitées par la mission. Ces visites, en plus des entretiens qu'elles ont facilité, ont permis d'apprécier la situation des bâtiments, aménagements hydro-agricoles, forages, installations solaires, groupes électrogènes, Quelques photos prises lors des visites guidées de sites sont présentées ci-après :

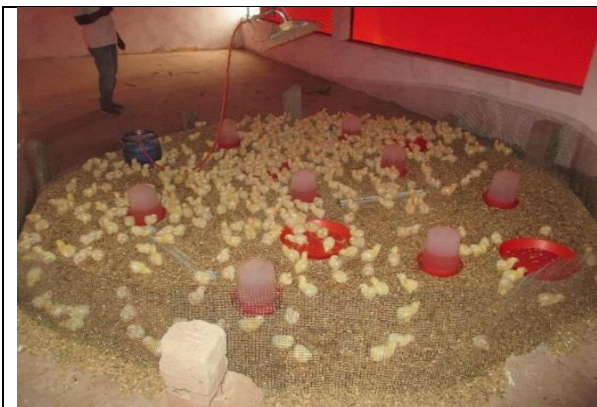


Photo 7 : Aviculture dans la ferme villageoise de Malem Hodar



Photo 8 : Salle de classe dans la ferme didactique de Missirah en cours de construction



Photo 9 : Une partie de la Ferme « waar wi » de Thieppe



Photo 10 : Etable dans la ferme villageoise de Baïla (vue de l'intérieur)



Photo 11 : Etable dans la ferme villageoise de Baïla (vue de l'extérieur)



Photo 12 : Culture fourragère dans la ferme de Baïla

3.3. Analyse des données et structure du rapport

L'analyse de l'ensemble des données collectée a permis

- d'apprécier les performances de PACERSEN BIS, en accordant une attention particulière à ses résultats et impacts sur les populations cibles au terme de ce projet, en comparaison avec les objectifs attendus,

- d'analyser le niveau d'exécution physique des activités définies dans le cadre logique du projet et détaillées dans les plans d'annualités de travail et apprécier la stratégie de pilotage du projet
- de vérifier l'adéquation entre les activités réalisées, l'organisation et le fonctionnement du projet au regard des objectifs.
- d'apprécier le niveau (taux) d'absorption du budget alloué par rapport aux prévisions et la mise en œuvre des activités
- d'analyser les coûts et bénéfices (efficience) du projet
- et enfin vérifier le respect des procédures des partenaires financiers ;

La suite du présent rapport se structure en deux chapitres :

- Le chapitre 4 qui dresse les constats de la mission et son appréciation en termes de pertinence, de cohérence, d'efficacité, d'efficience, de couverture et de viabilité
- Le chapitre 5 qui donne les principales leçons de l'évaluation et les recommandations.

IV. PRINCIPAUX CONSTATS DE L'ÉVALUATION

4.1. La Pertinence du projet ou son ancrage développemental et local

4.1.1. Pertinence des objectifs du projet

Le projet PACERSEN notamment la composante PACERSEN Bis est en cohérence avec l'Axe 1 du Plan Sénégal Emergent (PSE), qui vise la transformation structurelle de l'économie et la croissance et le Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS) qui s'articule autour des 4 axes stratégiques suivants :

- la promotion de l'exploitation agricole familiale par l'intensification, par une meilleure mise en marché et une meilleure gestion de la qualité ;
- l'émergence d'un entrepreneuriat agricole et rural basé sur une synergie intelligente entre l'agrobusiness et l'agriculture familiale, respectueuse de l'environnement, soucieuse de l'adaptation aux changements climatiques ;
- une bonne implication des jeunes et des femmes dans le secteur agricole avec la mise en place de fermes agricoles génératrices d'emplois et un renforcement des connaissances techniques et des équipements adaptés ;
- une résilience des populations vulnérables (diversification des productions et satisfaction des besoins en céréales au niveau national).

Le projet est également en droite ligne avec la politique et la stratégie mise en œuvre par UE en ce qui concerne le Fonds Fiduciaire d'Urgence (FFU) pour l'Afrique et au Sénégal à travers la création d'emploi dans les zones da départ, la formation professionnelle, l'accompagnement vers l'insertion, la création de chaine de valeur et le renforcement de la compétitivité des entreprises.

Le Projet dans son objectif entendait apporter une contribution significative à l'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales pour réduire la migration irrégulière, lutter contre la pauvreté et soutenir la résilience dans les régions d'intervention en visant plus particulièrement des perspectives durables dans le secteur rural qui occupe la plus grande partie de la population et qui offre à court et moyen terme des possibilités de retour et d'intégration pour les jeunes candidats à l'émigration . Cette priorité au secteur rural, dans le contexte spécifique d'urgence qui prévalait, a été fortement mise en relief lors de la conception du Projet.

La pertinence de l'objectif du projet par rapport aux besoins des bénéficiaires est mise en évidence par l'option de sécurité alimentaire, de lutte contre la pauvreté et le chômage en en milieu rural à travers la mise en place des fermes, l'augmentation des productions agricoles et l'amélioration du revenu annuel des exploitants.

4.1.2. Pertinence de la conception du projet

Au Sénégal, la fragilité de l'économie est identifiée comme la principale cause des flux migratoires provenant des zones rurales les plus défavorisées où l'agriculture et l'élevage constituent les principales activités. La conception du projet est pertinente dans son ensemble. Il répond à une situation d'urgence.

Le projet a été conçu afin de réponse à cette cause profonde de l'émigration au Sénégal par la contribution à la création d'emplois et de richesse dans ces zones identifiées.

Le programme PACERSEN suit la logique des projets et programmes financés par le FFU au Sénégal. Il est complémentaire aux programmes du MAER en matière de développement rural.

Au niveau des 5 régions-cibles du projet, l'expression des besoins a été faite à la base avec l'implication des autorités locales ou autres personnalités locales puis adressée à l'ANIDA. Il convient de signaler que les urgences de mise en œuvre du projet, particulièrement de la composante PACERSEN Bis n'ont pas permis de procéder à certaines études préalables de faisabilité indispensables dans certains cas à une bonne formulation d'un projet en dehors des études hydrogéologiques réalisées pour chaque site. Le projet a été conçu à partir des études APS existantes, des modèles de fermes promus et des expériences passées au sein de l'ANIDA. Il s'est appuyé sur la valorisation des potentialités pédoclimatiques (eaux, sols, climat) à travers la mise en place de fermes collectives/villageoises « Natangué » et des fermes individuelles « Waar Wi ».

L'ANIDA disposait déjà d'une base de données de demande de construction de fermes au niveau national qui a été mise à jour, complétée et contextualisée pour le projet.

L'agence a sélectionné les sites selon des critères bien définis, le plus souvent d'ordre technique (qualité de l'eau, les profondeurs et débits de forages...). Certains lieux d'implantation de fermes ont été même changés suite aux résultats non concluants des études hydrogéologiques.

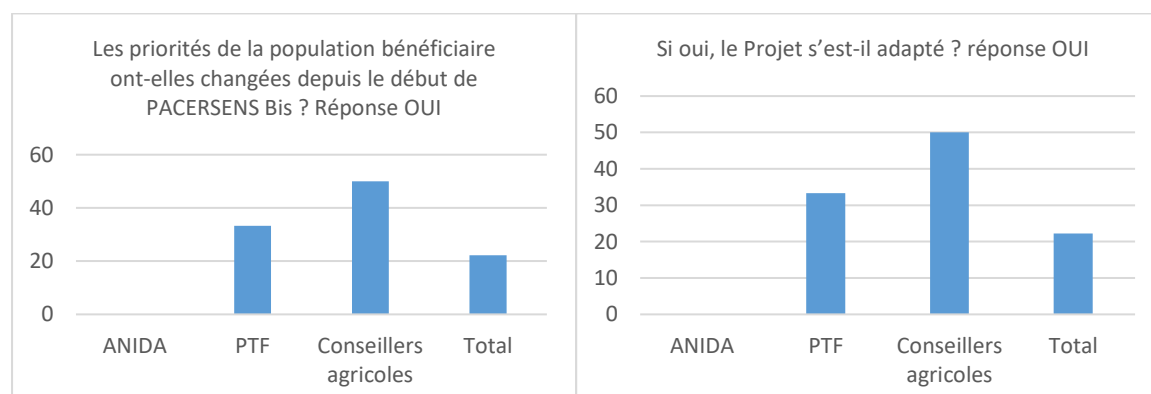
Les bénéficiaires dans chaque site ont été choisis par un comité composite ad hoc de manière transparente suivant une procédure commune de sélection des bénéficiaires basée sur divers critères (âge, cotas pour les migrants de retour, genre, secteur d'activité, etc.). Cette démarche inclusive et décentralisée du projet, portée par l'ANIDA, a été saluée par l'ensemble des acteurs rencontrés.

4.1.3. Appréciation de la pertinence du projet par les parties prenantes

La pertinence du projet a été appréciée par des parties prenantes à travers la matrice d'autoévaluation. Les avis des différents acteurs ont été recueillis par rapport à la pertinence des objectifs et de la conception du projet.

Tableau 2 : appréciation de la pertinence du projet par les parties prenantes

1- Les activités et résultats de PACERSEN bis répondent-ils toujours aux priorités et aux besoins des populations bénéficiaires ?					
Réponses	Oui	Non	Pas de réponses	Effectif	Total
ANIDA	100,00	0,00	0,00	4	100,00
PTF	100,00	0,00	0,00	3	100,00
Conseillers agricoles	100,00	0,00	0,00	2	100,00
Total	100,00	0,00	0,00	9	100,00



Les différentes observations et opinions recueillis montrent que les activités et résultats du projet répondent toujours aux priorités et besoins préalablement définis.

Ce constat unanime montre que les différents acteurs rencontrés ont une compréhension commune des objectifs du projet. Les acteurs rencontrés (dans une moindre mesure les conseillers agricoles) précisent, pour une large part (77,78%), que les priorités identifiées au départ n'ont pas changées depuis le début du projet et que par conséquent, il n'y avait pas lieu, pour le PACERSEN bis, de s'adapter à un quelconque changement.

S'agissant des bénéficiaires, il leur a semblé plus difficile d'évaluer la pertinence du projet au regard des objectifs et de leurs besoins car n'ayant pas directement pris part au processus de la formulation.

4.1.4. Enseignements sur la pertinence du projet

Le projet devrait contribuer à la sécurité alimentaire, à la lutte contre la pauvreté et à la création d'emplois en milieu rural à travers l'augmentation des productions agricoles et l'amélioration du revenu annuel des exploitants. Le retard dans les activités de production n'a pas permis de mesurer les résultats du projet et de leurs impacts.

Les actions entreprises dans le cadre du projet sont cependant appropriées et constituent une réponse à une situation urgente dans le contexte de l'exode rural et du phénomène de la migration.

Les besoins des bénéficiaires devraient être pris en compte en amont à travers une meilleure participation de ces derniers dans le processus de préparation.

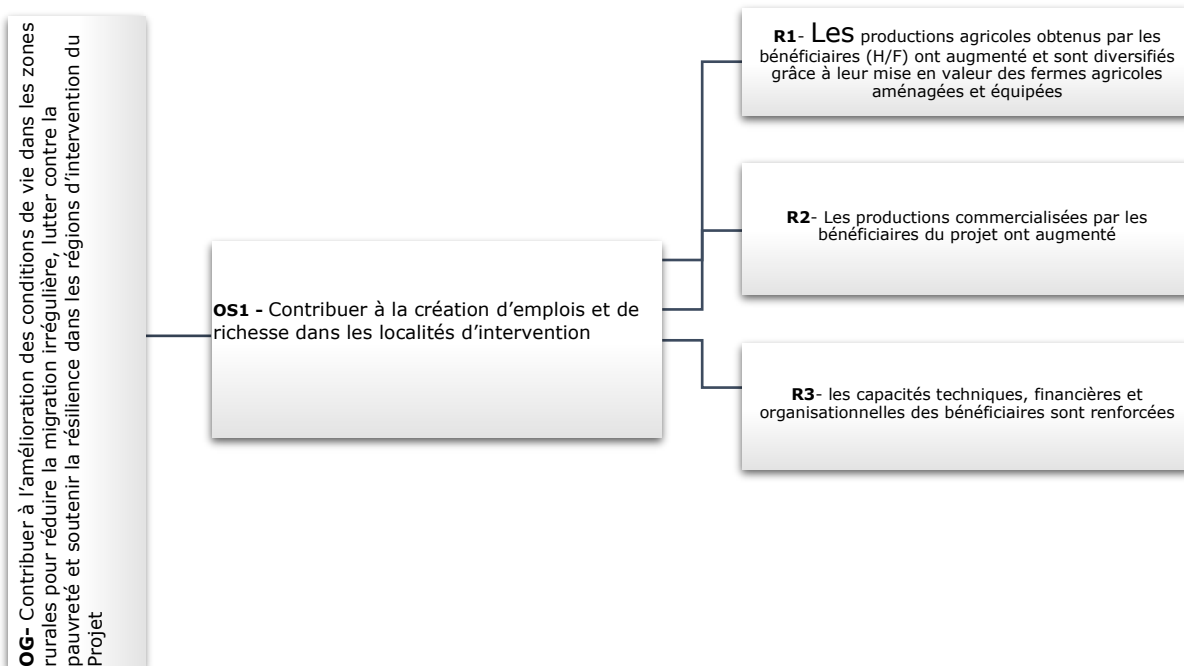
4.2. La cohérence : la conformité des logiques du CL et de la mise en œuvre

La cohérence interroge les causalités exhaustives entre la finalité, l'objectif, les Objectifs spécifiques et les résultats attendus.

4.2.1. Logique d'intervention

L'analyse du cadre logique permet de voir une cohérence dans les différents éléments de la logique d'intervention du projet à savoir les ressources, les activités, les extrants, les effets et les impacts du projet. Cette cohérence dans la logique d'intervention n'a pas toutefois suffi à dérouler le projet dans le temps prévu.

La cohérence organisationnelle a été évaluée à travers la documentation. Du comité de pilotage en passant par le comité de gestion, l'unité d'exécution technique, les divisions zonales de l'ANIDA jusqu'aux conseillers agricoles, le schéma organisationnel montre une structure bien établie. Les rôles et responsabilités de chaque acteur sont bien définis et chacun joue sa partition en vue d'atteindre de manière efficace et efficiente les objectifs du projet.



Les objectifs restent très pertinents et d'actualité et ont été correctement définis. Cependant des ajustements ont été faits sur le cadre logique à l'arrivée de l'équipe de projet et lors de la revue à mi-parcours. Les objectifs et résultats n'ont pas été pas substantiellement remis en c

4.2.2. La cohérence appréciée par les acteurs

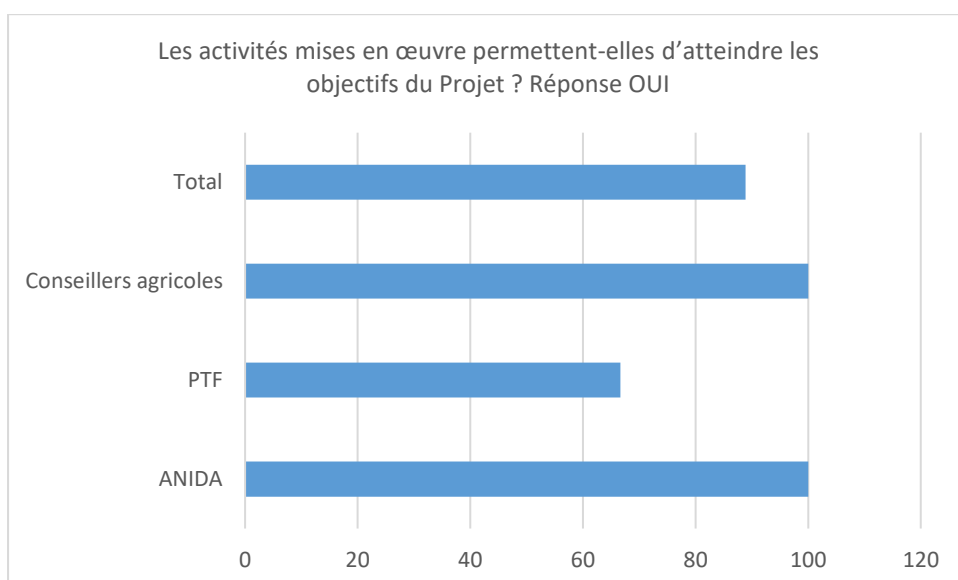
Les principaux acteurs rencontrés, au niveau des partenaires techniques et financiers, l'agence d'exécution du projet ainsi que les conseillers agricoles de l'ANIDA et du PACERSEN bis ont tous souligné la cohérence entre les problèmes identifiés et les objectifs fixés. Les résultats formulés dans le cadre logique sont une suite logique des objectifs définis par le projet.

S'agissant de l'adéquation entre les activités mises en œuvre et les objectifs du projet les opinions convergentes montrent que la plupart des acteurs (88,89%) ont approuvé la logique d'intervention de PACERSEN bis.

Tableau 3 : Appréciation de la cohérence de composante par les parties prenantes.

1- Les problèmes identifiés correspondent-ils aux objectifs proposés ?					
Réponses	Oui	Non	Pas de réponses	Effectif	Total
ANIDA	100,00	0,00	0,00	4	100,00
PTF	100,00	0,00	0,00	3	100,00
Conseillers agricoles	100,00	0,00	0,00	2	100,00
Total	100,00	0,00	0,00	9	100,00

2- Les objectifs et résultats de PACERSEN bis ont-ils été correctement définis ?					
Réponses	Oui	Non	Pas de réponses	Effectif	Total
ANIDA	100,00	0,00	0,00	4	100,00
PTF	100,00	0,00	0,00	3	100,00
Conseillers agricoles	100,00	0,00	0,00	2	100,00
Total	100,00	0,00	0,00	9	100,00



4.3. La couverture ou le niveau d'atteinte des cibles initiaux

Sur la base des rencontres au niveau central et déconcentré il est ressorti des entretiens que les cibles identifiées à la conception de la composante PACERSEN Bis ont été tous touchées par les actions du projet. Cependant l'objectif de migrants de retour bénéficiaires de la composante qui était fixé à 25% n'a pas été atteint. Seulement, une proportion de 6 % des bénéficiaires est réellement composée de migrants de retour.

Les bénéficiaires des vingt-neuf (29) fermes sont formalisés en GIE de producteurs avec un compte bancaire. Chaque GIE dispose d'un bureau dont les membres ont été élus ou choisis par consensus. La gestion de la ferme est assurée par le bureau du GIE.

Tableau 4 : appréciation de la couverture de la composante par les parties prenantes

Les actions développées par PACERSEN bis ont-elles atteint tous les groupes cibles prévus ?					
Réponses	Oui	Non	Pas de réponses	Effectif	Total
ANIDA	100,00	0,00	0,00	4	100,00
PTF	100,00	0,00	0,00	3	100,00
Conseillers agricoles	100,00	0,00	0,00	2	100,00
Total	100,00	0,00	0,00	9	100,00

Les bénéficiaires sont-ils différents de ceux identifiés lors de la conception de l'intervention ?					
Réponses	Oui	Non	Pas de réponses	Effectif	Total
ANIDA	0,00	75,00	25,00	4	100,00
PTF	0,00	100,00	0,00	3	100,00
Conseillers agricoles	0,00	100,00	0,00	2	100,00
Total	0,00	88,89	11,11	9	100,00

PACERSEN bis a-t-il bénéficié à d'autres cibles qui n'étaient pas programmé					
Réponses	Oui	Non	Pas de réponses	Effectif	Total
ANIDA	0,00	100,00	0,00	4	100,00
PTF	66,67	33,33	0,00	3	100,00
Conseillers agricoles	0,00	100,00	0,00	2	100,00
Total	22,22	77,78	0,00	9	100,00

4.4. L'efficacité ou le niveau d'atteinte des résultats et indicateurs

L'efficacité de la composante PACERSEN Bis a été examinée à deux niveaux : la réalisation des extrants et la réalisation des effets/impacts (incluant les effets inattendus) / le Cadre logique.

4.4.1. Réalisation des produits (Extrants)

La composante PACERSEN Bis a trois (3) résultats. L'atteinte de chaque résultat est corrélée à celle des indicateurs définis. Le niveau d'atteinte des résultats de la composante est présenté ci-après :

Pour le résultat R1 :

Sur les six (6) indicateurs de R1 que sont i) Nombre de fermes aménagées, équipées et mise en valeur ; ii) Nombre d'hectares bénéficiant d'un meilleur système de gestion de l'eau (EUTF 2.6) ; iii) Pourcentage d'augmentation des rendements sur les différents produits agricoles obtenus par les bénéficiaires ; iv) Quantité totale de produit horticole (tonne de fruits et de légumes) obtenue par les fermes à l'année ; v) Volume total de production de lait obtenu par les fermes par année et vi) Intensité culturale moyenne des fermes, seul le premier est atteint à 100%. Les niveaux de réalisation des autres indicateurs demeurent faibles voire nuls.

Tableau 5 : Niveau de réalisation de R1 de la composante

Résultats	Indicateurs	Valeur initiale	Objectif de départ	Réalisations en juin 2021	Taux d'atteinte IOV
R1- les productions agricoles obtenus par les bénéficiaires (H/F) ont augmenté et sont diversifiés grâce à leur mise en valeur des fermes agricoles aménagées et équipées	1. Nombre de fermes aménagées, équipées et mise en valeur	0	27 fermes	29 fermes dont 23 villageoises, 5 fermes « Waar Wi », 1 ferme école dont 17 terminées et mises en valeur	+100% des fermes réalisés / entamés cependant il reste des travaux à faire. -12 fermes à terminer
	2. Nombre d'hectares bénéficiant d'un meilleur système de gestion de l'eau (EUTF 2.6)	0	219	17 fermes villageoises sont terminées et mises en valeur et les autres sont en stade avancé. Données sur les surfaces pas disponibles	
	3. Pourcentage d'augmentation des rendements sur les différents produits agricoles obtenus par les bénéficiaires	0	50%	nd	

Résultats	Indicateurs	Valeur initiale	Objectif de départ	Réalisations en juin 2021	Taux d'atteinte IOV
	4. Quantité totale de produit horticole (tonne de fruits et de légumes) obtenue par les fermes à l'année	0	2500	-142 tonnes de (fruits et légumes, maïs, arachides, niébé) produits 113 tonnes commercialisés	
	5. Volume total de production de lait obtenu par les fermes par année	0	198 000	0 litres	
	6. Intensité culturelle moyenne des fermes	0	1,2	0,71	

Concernant le résultat R2 :

Les différents indicateurs : i) Quantité totale (tonnes) annuelle de produits horticoles commercialisés sur les marchés ; ii) Volume annuel (litre) de produits laitiers commercialisés par les bénéficiaires d'étables sur les marchés ; iii) Chiffre d'affaires (Fcfa) annuel moyen des fermes ; iv) Nombre de kilomètre de pistes réhabilités ou construites et v) Nombre d'infrastructures commerciales réalisées et équipées (kiosques, tricycles), les niveaux d'atteinte sont très faibles dans l'ensemble. Seul l'indicateur relatif à la distribution de tricycles a été totalement réalisé.

S'agissant du nombre de km de piste de production le niveau d'atteinte de l'indicateur n'est pas connu pour le moment car certains travaux sont en cours et d'autres à l'arrêt. Thieppe, travaux avancés à 8%, (chantier en arrêt) et -Taif et Passy (chantier à l'arrêt).

Tableau 6 : Niveau de réalisation de R2 de la composante

Résultats	Objectif	Valeur initiale	Objectif de départ	Réalisations en juin 2021	Taux d'atteinte IOV
R2- les productions commercialisées par les bénéficiaires du projet ont augmenté	1. Quantité totale (tonnes) annuelle de produits horticoles commercialisés sur les marchés	0	2000	-113 tonnes commercialisés	5,65%
	2. Volume annuel (litre) de produits laitiers commercialisés par les bénéficiaires d'étables sur les marchés	0	138 600	0	0%
	3. Chiffre d'affaires (Fcfa) annuel moyen des fermes	0	641 580 000	Données partielles : 7 fermes ont commencé la commercialisation de leurs produits montant de la commercialisation	4,72%

Résultats	Objectif	Valeur initiale	Objectif de départ	Réalisations en juin 2021	Taux d'atteinte IOV
				: 22.793.864 francs CFA (fruits, légumes, arachides, niébé, etc.) 7.292.900 de recette provenant de la commercialisation de la production avicole	
	4. Nombre de kilomètre de pistes réhabilités ou construites	0	20	-Thieppe (travaux avancés à 8% (chantier en arrêt pour le moment) -Taif et Passy (en cours de construction (chantier à l'arrêt	
	5. Nombre d'infrastructures commerciales réalisées et équipées (kiosques, tricycles)	0	30 5	6 kiosques disponibles, Le reste en cours d'exécution 5 tricycles distribués	20% 100%

Le résultant R3 : les indicateurs de la R3 i) Nombre de bénéficiaires formés et ii) Nombre d'agent mis à la disposition du programme pour l'encadrement et la formation des bénéficiaires installés dans les fermes, ont des niveaux d'exécution respectif de 88% et 100%.

Tableau 7 : Niveau de réalisation de R3 de la composante

Résultats	Indicateur	Valeur initiale	Objectif de départ	Réalisations en juin 2021	Taux d'atteinte IOV
R-3 les capacités techniques, financières et organisationnelles des bénéficiaires sont renforcées	1. Nombre de bénéficiaires formés	0	790 bénéficiaires	699 bénéficiaires	88,48%
	2. Nombre d'agent mis à la disposition du programme pour l'encadrement et la formation des bénéficiaires installés dans les fermes	0	16 (13 Conseillers Agricoles + 3 Superviseurs)	16	100%

4.4.2. Réalisation des effets/impacts (incluant les effets inattendus)

➤ *Objectif général*

L'objectif général compte quatre (4) indicateurs : i) Nombre de migrants de retour insérés et bénéficiaires du projet (EUTF 3.5) ; ii) % de migrants bénéficiaires de fermes ; iii) % de jeunes hommes et femmes (18-35 ans) non migrants bénéficiaires de fermes ; iv) Nombre de personnes bénéficiant de services de conseil (techniques, gestion, commercialisation, phytosanitaire, etc.). Le troisième indicateur (iii) a été atteint à 125%. Les indicateurs i), ii) et iv) ont des taux de réalisation compris entre 22% et 88%.

En effet, certaines fermes n'ont pas connu un début de mise en valeur, tandis que pour d'autres fermes en début d'activité, les bénéfices s'avèrent très faibles eu égard aux charges d'exploitation jugées élevées. Certaines fermes sont mêmes, avec l'inexistence d'énergie solaire, plombées par l'achat de carburant.

➤ *Objectifs spécifiques*

Parmi les quatre (4) indicateurs de OS1 que sont i) Nombre d'emplois créés ou consolidés par an (EUTF 1.1) ; ii) Nombre de petites et moyennes entreprises créées ou renforcées (EUTF 1.2) ; iii) Montant moyen annuel des revenus par bénéficiaire des fermes ; iv) % d'augmentation des revenus des bénéficiaires des fermes dans les zones d'intervention ($\% = \frac{\text{revenu Année} - \text{revenu référence}}{\text{revenu Année référence}}$), les deux premiers ont des de réalisation respectifs de 70% et 60%.

L'objectif de création d'emplois durables est atteint seulement à 70% car dans la réalité, seulement dix-sept (17) des vingt-neuf (29) fermes ont commencé leur mise en œuvre. S'agissant des douze (12) autres fermes, aucune activité n'est débutée. Les deux derniers indicateurs de peuvent pas être définis pour le moment.

Le démarrage de la mise en valeur des douze (12 fermes) permettra la réalisation complète de l'indicateur avec 1480 jeunes âgées de 18 à 35 ans en activités de manière permanente ou temporaire dans les 29 fermes de la composante PACERSEN Bis.

Tableau 8 : Niveau de réalisation de chacun des objectifs de la composante

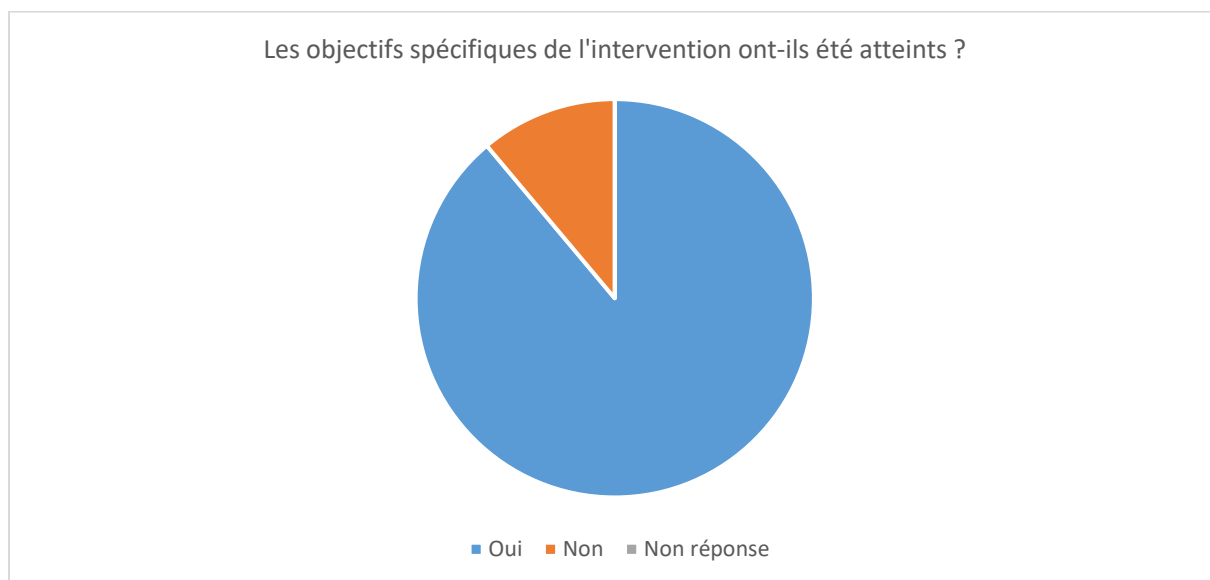
Logique d'intervention		Indicateurs de réalisation objectivement vérifiables	Niveau de départ	Objectifs de départ	Niveau actuel de réalisation	Sources	Niveau de réalisation de l'indicateur
Objectif général	Contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales pour réduire la migration irrégulière, lutter contre la pauvreté et soutenir la résilience dans les régions d'intervention du Projet	1. Nombre de migrants de retour insérés et bénéficiaires du projet (EUTF 3.5)	0	172 bénéficiaires soit 25% de bénéficiaires des fermes	39 bénéficiaires soit 6% du total des bénéficiaires	-Rapport 3 ^e trimestre 2020 ANIDA, p.6 -Cadre logique actualisé PACERSEN Bis Avril 2021	22,6%
		2. % de migrants bénéficiaires de fermes	0	25%	6%	-Rapport 3 ^e trimestre 2020 ANIDA, p.6 -Cadre logique actualisé PACERSEN Bis Avril 2021	24%
		3. % de jeunes hommes et femmes (18-35 ans) non migrants bénéficiaires de fermes	0	75%	94%	-Rapport 3 ^e trimestre 2020 ANIDA, p.6 -Cadre logique actualisé PACERSEN Bis Avril 2021	125%
		4. Nombre de personnes bénéficiant de services de conseil (techniques, gestion, commercialisation, phytosanitaire, etc.)	0	790	699	-Rapport annuel 2020 PACERSEN BIS ; -Cadre logique actualisé PACERSEN Bis Avril 2021	88,48%
Objectif Spécifique	O.S.1. Contribuer à la création d'emplois et de richesse dans les localités d'intervention	1. Nombre d'emplois créés ou consolidés par an (EUTF 1.1)	0	1480	1039 dont 699 emplois permanents 17 fermes ont commercialisé leur production	-Rapport annuel 2020 PACERSEN BIS -Cadre I présentation comité de pilotage du 29 janvier 2021 Cadre logique actualisé PACERSEN Bis Avril 2021	70%
		2. Nombre de petites et moyennes entreprises créées ou renforcées (EUTF 1.2)	0	147	88 GIE	Document : Données PACERSEN BIS 30-04-2021 Rapport 3 ^e trimestre 2020 ANIDA, pp.14-15 Rapport annuel 2020 PACERSEN BIS	60%

Logique d'intervention		Indicateurs de réalisation objectivement vérifiables	Niveau de départ	Objectifs de départ	Niveau actuel de réalisation	Sources	Niveau de réalisation de l'indicateur
						Rapport 2 ^e trimestre 2020, pp.10-12	
		3. Montant moyen annuel des revenus par bénéficiaire des fermes	0	600 000	7 fermes ont commencé la commercialisation de leurs produits - Montant de la commercialisation : 22.793.864 francs CFA (fruits, légumes, arachides, niébé, etc.) 7.292.900 de recette provenant de la commercialisation de la production avicole		
		4. % d'augmentation des revenus des bénéficiaires des fermes dans les zones d'intervention (%=revenu année-revenu référence) / revenu année référence)	0	100%	ND		

Au regard des résultats d'ensemble obtenus dans l'exécution de la composante PACERSEN bis qui indiquent un taux moyen de 80 à 95% de réalisation des fermes et de 85,14 d'absorption du budget alloué au 30 avril 2021, l'efficacité du projet est globalement satisfaisante.

4.4.3. Appréciation de l'efficacité du projet par les parties prenantes

Les parties prenantes rencontrées apprécient (à 89%) positivement, comme l'indiquent la figure et les tableaux ci-dessous, le niveau d'atteinte des objectifs spécifiques, des résultats et des indicateurs de la composante PACERSEN Bis. Les conseillers agricoles qui sont sur le terrain semblent être plus partagés (50%) sur cette appréciation tandis que l'ANIDA est plus optimistes.



Les objectifs spécifiques de l'intervention ont-ils été atteints ?

Réponses	Oui	Non	Pas de réponses	Effectif	Total
ANIDA	100	0	0	4	100
PTF	100	0	0	3	100
Conseillers agricoles	50	50	0	2	100
Total	88,89	11,11	0	9	100

Les résultats escomptés de l'intervention ont-ils été atteints ?

Réponses	Oui	Non	Pas de réponses	Effectif	Total
ANIDA	100	0	0	4	100
PTF	100	0	0	3	100
Conseillers agricoles	50	50	0	2	100
Total	88,89	11,11	0	9	100

Les indicateurs escomptés de l'intervention ont-ils été atteints ?

Réponses	Oui	Non	Pas de réponses	Effectif	Total
ANIDA	75	25	0	4	100
PTF	100	0	0	3	100
Conseillers agricoles	50	50	0	2	100
Total	88,89	11,11	0	9	100

4.4.4. Facteurs de réussite et d'échec

Dans la mise en œuvre de la composante PACERSEN Bis, des points forts facteurs de réussite ont été identifiés. Parmi points, il est à noter :

Au niveau institutionnel :

- La collaboration entre l'AECID et l'AICS dans le cadre du projet, à travers le partage de certains volets transversaux comme le suivi évaluation et la communication a été un bon point ;
- L'implication des autorités administratives locales, de services techniques, déconcentrés et décentralisés de l'Etat a été saluée

Au niveau technique :

- L'agriculture solidaire entre les bénéficiaires a pu se concrétiser à travers la réalisation en commun de certains types de travaux ;
- La mutualisation de certains facteurs et équipement de production à travers les grappes de fermes a été aussi soulignée comme leçon positive à retenir ;
- L'utilisation de la main d'œuvre saisonnière dans les zones du projet a été appréciée ;

Parmi les facteurs d'échec les plus limitant, il convient de mentionner les points suivants :

Au niveau de la planification

- La situation d'urgence n'a pas permis une formulation approfondie du projet notamment : i) une analyse des modèles existants et ii) une proposition d'une stratégie d'intervention adaptée au contexte ;
- Les délais d'exécution de la composante préalablement fixé à 36 mois ont été sous-estimé ;
- Des retards au niveau de l'exécution de certains travaux ont été constatés dus à des délais de passation de marchés trop longs et à la faible capacité de certaines entreprises de construction à honorer leurs marchés à temps ;
- La rétrocession des certaines infrastructures n'a pas pu être effective dans les délais comme souhaité par bénéficiaires

Au niveau opérationnel

- Le suivi évaluation du projet ayant démarré mais n'a pas pu se poursuivre ;
- Les lenteurs dans le recrutement des équipes du projet ;
- La dispersion des fermes dans une large zone d'intervention n'a pas permis un bon suivi. Il faut faire 2 ou 3h de route par aller d'une ferme à l'autre ;
- Le déficit d'accompagnement dans la commercialisation, l'agrobusiness et la mise en réseau des fermes est aussi à noter. Les coordinateurs régionaux ANIDA et les superviseurs PACERSEN étaient engagés à accompagner les producteurs dans la commercialisation. Cependant en pleine pandémie de la COVID avec l'interdiction du transport interurbain, certaines fermes ont subi des pertes de récoltes importantes (ferme de Baïla) dont les conséquences continuent à retarder la réalisation de revenus satisfaisant pour les bénéficiaires.

4.4.5. Enseignements sur l'efficacité

- Les délais d'exécution des infrastructures du projet doivent être réalistes
- Les procédures de passation des marchés doivent être adaptées au contexte d'urgence et allégées pour tenir compte des spécificités et des réalités opérationnelles sur le terrain.
- La sélection des entreprises doit tenir compte de leurs capacités réelles à réaliser les travaux exigés.

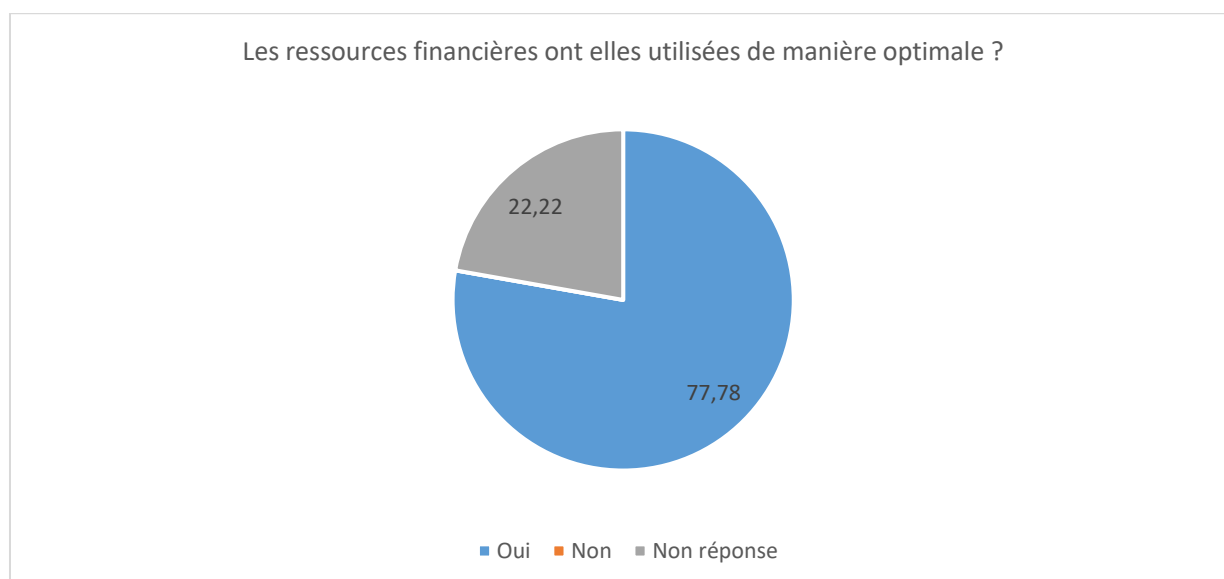
4.5. L'efficience ou le rapport cout-efficacité

4.5.1. Optimisation de l'utilisation des ressources

Les ressources humaines et financières ont été utilisées de manière optimale comme prévu lors de la phase de conception. Quatre éléments sont à noter à ce niveau :

1. L'expertise de l'ANIDA combinée à la mobilisation de consultants individuels en lieu et place d'avant aux bureaux d'études plus onéreux a joué dans l'optimisation des coûts
2. L'option des forages peu profonds (moins coûteux) dont la nappe répond aux objectifs de productivité du Projet a permis de rationaliser les coûts.
3. Les contrats des experts ont été calés sur les durées nécessaires à leur intervention, et les ressources transversales ont été partagées avec la coopération espagnole.
4. Les fermes réalisées sont dotées de forages agricoles qui garantissent une maîtrise totale de l'eau aux populations et donc des activités de production durant les douze mois de l'année. Bien valorisé, le retour sur investissement est rapide (moins de 5 ans) surtout pour les fermes disposant de solaire. L'ANIDA, AICS et EU se sont investis pour la réussite du Projet PACERSEN BIS. Une meilleure appropriation de ANIDA sera bénéfique pour la suite du processus.

La figure et les tableaux ci-dessous donnent une idée de l'appréciation des acteurs sur l'efficience du Projet.



Les ressources financières ont-elles été utilisées de manière optimale ?

Réponses	Oui	Non	Pas de réponses	Effectif	Total
ANIDA	75,00	25,00	0,00	4	100,00
PTF	50,00	50,00	0,00	3	100,00
Conseillers agricoles	100,00	0,00	0,00	2	100,00
Total	77,78	0,00	22,22	9	100,00

Les ressources humaines ont-elles été utilisées de manière optimale ?

Réponses	Oui	Non	Pas de réponses	Effectif	Total
ANIDA	100,00	0,00	0,00	4	100,00
PTF	100,00	0,00	0,00	3	100,00
Conseillers agricoles	50,00	0,00	50,00	2	100,00
Total	88,89	0,00	11,11	9	100,00

Les résultats atteints en valent-ils le coût ?

Réponses	Oui	Non	Pas de réponses	Effectif	Total
ANIDA	100,00	0,00	0,00	4	100,00
PTF	66,67	0,00	33,33	3	100,00
Conseillers agricoles	50,00	0,00	50,00	2	100,00
Total	77,78	0,00	22,22	9	100,00

4.5.2. Analyse coûts-bénéfices

L'analyse des coûts-bénéfices sur la base d'une évaluation économique au bouclage du projet n'a pas pu se faire pour des raisons liées aux difficultés de disposer de toutes les données de base sur les flux générés par les différentes activités. Ceci est en grande partie lié aux retards dans la mise en place des infrastructures de production, des programmes de mise en valeur agricole au niveau de certaines fermes et de mise en marché des produits.

Cependant l'analyse de quelques comptes d'exploitations de cultures au niveau de fermes en production nous renseigne sur une certaine rentabilité financière prévisible.

4.5.3. Analyse coûts-efficacité

A la date du 30 juin 2021 le taux de réalisation physique des produits du projet est de l'ordre de 80 à 95%. Le taux d'engagement des fonds quant à lui est de 85,28%. L'utilisation efficiente des ressources financières du projet a permis d'atteindre l'essentiel des objectifs. Dans l'ensemble, il n'y a pas de disproportion évidente entre les moyens mobilisés, les objectifs du projet et les résultats atteints.

4.5.4. Calendrier de mise en œuvre

La mise en œuvre de la composante était initialement prévue pour 36 mois. Le projet a démarré avec 11 mois de retard et les activités n'ont pas pu être bouclées par rapport au calendrier initial. La durée de la mise en œuvre a été prorogée de 16 mois suite à l'approbation de l'Avenant à l'article 2 des Conditions Particulières de la Convention de Délégation. Globalement le projet a duré 52 mois à la date de clôture du 30 avril 2021 soit un écart de 70% par rapport à l'objectif de départ.

Le niveau de réalisation calendaire est jugé par la mission pas satisfaisant.

4.5.5. Enseignements sur l'efficacité

Le démarrage effectif des activités du projet dans les délais et une bonne planification des décaissements constituent une nécessité pour assurer une bonne exécution et améliorer l'efficacité.

4.6. La durabilité ou la viabilité sous différentes formes

4.6.1. Viabilité technique

La pérennisation des infrastructures constitue un défi majeur pour la durabilité. Si toutefois certains travaux ont pu être bouclés dans certaines fermes, il n'en demeure pas moins qu'il en reste à terminer sur d'autres sites. Les travaux recensés et devant être terminés dans certains sites avant le démarrage de l'exploitation sont :

- La clôture du site
- L'installation du réseau d'irrigation ;
- La peinture des bâtiments ;
- Le carrelage
- La pose du réservoir d'eau ;
- Les installations solaires dans certaines parties du bâtiment ;
- Le défrichement des sites
- Les aménagements agricoles

Des défaillances et des manquements ont été relevés dans les cinq (5) sites visités par la mission de terrain :

- Les zincs et les tôles des toits des bâtiments sont mal posés créant des problèmes d'étanchéité. L'eau suinte pendant la pluie dans quatre (4) des cinq (5) fermes visités pendant la mission de terrain. Les bénéficiaires redoutent que les tôles/ zinc s'envolent pendant la saison des pluies dans la ferme de Malem Hodar.
- Inexistence d'auvent dans certains bâtiments favorisant ainsi le passage de l'eau et du soleil dans certains bâtiments ;
- Toilettes et autres bâtiments non raccordés au réseau d'eau des fermes ;
- Problèmes de finition des travaux dans certaines fermes (poulaillers et toilettes). Les toilettes de la ferme de Ndoffane Mouride ne se ferment pas.
- Prises électriques non fonctionnelles ;

Notons aussi qu'ils existent quelques risques modérés qui peuvent affecter les résultats du projet et qu'il faut atténuer.

Il importerait de consolider les dynamiques d'appropriation notées, d'une part, l'achèvement des travaux et l'équipement de certaines infrastructures et d'autre part, par l'animation soutenue et le suivi accompagnement en matière de commercialisation.

La viabilité technique est jugée modérément satisfaisante.



Photo 13 : Toit mal posé dans la ferme villageoise Malem Hodar



Photo 14 : Toit mal posé dans la ferme villageoise Malem Hodar



Photo 15 : Toilettes de la ferme de Ndoffane mouride qui ne ferme avec un bâtiment fissuré



Photo 16 : Toilettes de la ferme de Ndoffane mouride qui ne ferme avec un bâtiment fissuré



Photo 17 : Poulailier sans auvent remplacés par des bâches pour protéger les poussins du soleil et de la pluie

4.6.2. Viabilité économique et financière des charges récurrentes

La présence de l'ANIDA et des services techniques décentralisées et d'autre part la mise en œuvre du programme d'accompagnement des bénéficiaires en vue de leur renforcement de capacités, devraient permettre de garantir la viabilité économique du projet et l'autonomisation des bénéficiaires.

Des sessions de formations ont été certes dispensées aux bénéficiaires, cependant il existe de réelles contraintes :

- Le niveau de réalisation de certaines infrastructures et activités de production des fermes ne permet pas de générer pour le moment les ressources financières internes pour faire face aux charges récurrentes ;
- Le risque de déperdition des acquis de la formations ou d'abandon de bénéficiaires est réel pour les fermes en sous activité.

Compte tenu de ces deux contraintes, la viabilité économique et financière est jugée pour l'instant pas satisfaisante

4.6.3. Durabilité institutionnelle et renforcement des capacités

Un important volet de formation et de renforcement des capacités institutionnelles et des bénéficiaires a accompagné la mise en œuvre du projet. Les agents de l'ANIDA, du PACERSEN Bis et les bénéficiaires ont été les cibles de ces formations et renforcements de capacité. Treize (13) Conseillers Agricoles et trois (3) Superviseurs) de l'ANIDA et du PACERSEN bis et 699 bénéficiaires ont bénéficié de renforcement des capacités dans divers domaines.

Les conseillers agricoles de l'ANIDA et du PACERSEN Bis ont été formé sur :

- les logiciels de suivi évaluation ;
- l'approche de conseil agricole.

Les bénéficiaires ont suivi les actions de renforcement des capacités ci-après :

- la production biologique;
- Les aspects administratifs et organisationnels et financiers ;
- La stratégie de mise en marché de la production.
- Technique de pépinière et de production
- Usage sécurisé des pesticides ;
- Techniques de production avicole ;
- Entretien et maintenance du réseau d'irrigation et des équipements thermiques et solaires ;
- Technique d'irrigation et de fertilisation,
- Formation en arboriculture
- Entrepreneuriat et éducation financière.

Les sessions de formations et de renforcement des capacités ont été satisfaisantes et très appréciées des bénéficiaires qui ont cependant déplorés :

- La non-délivrance d'attestation pour les activités de formation et de renforcement des capacités
- La non-participation (pour une raison ou une autre) de certains bénéficiaires à la formation en technique de production avicole (ferme de Ndoofane mouride).

Un nombre total de 699 bénéficiaires, 13 Conseillers Agricoles et 3 Superviseurs ont pu bénéficier de ces activités de formation et de renforcement des capacités.

Les objectifs et actions de formations ont été compris par les bénéficiaires qui les appliquent au niveau des fermes mais également dans les champs familiaux. Des séances de restitution des formations et renforcement des capacités suivis sont effectués dans les fermes au retour des apprenants.

Le projet a également contribué à la formalisation et la structuration des bénéficiaires en GIE dotés d'organes internes de gestion. Le projet a adopté une approche inclusive et participative associant au niveau local les différents acteurs notamment les collectivités territoriales, autorités administratives, les services techniques et les populations pour la mise en œuvre de ce projet dans les cinq (5) régions cibles.

La viabilité des institutions créées dans le cadre du projet (GIEs) et la pérennisation de la dynamique locale créée autour des fermes, l'ANIDA et les services nécessitent la poursuite de l'encadrement et le suivi des activités.

4.6.4. Appropriation et durabilité des partenariats

4.6.4.1. Les partenariats et les conventions

Le projet a noué des partenariats et signé des conventions avec différents acteurs notamment l'UCAD, les projets, les associations, les centres de formation pour assurer la bonne mise en œuvre. Parmi ces parties prenantes et partenariat, on peut citer :

- le Labo Nutrition de l'UCAD avec la ferme Villageoise de Sagna qui est une ferme école avec la production de moringa et de patate douce à chair orangé;
- le projet « SUUF », financé par l'AICS et mis en œuvre par l'ONG ARCS et le GIE « Le Djoloff » dans la ferme de Nguith (Louga) ;
- l'Association sénégalaise « Experna » de Goudiry ferme Waar Wi, qui promeut la production agroforestière;
- le Centre de formation professionnelle «Don Bosco "De Tambacounda partenaire avec la ferme-école dans la commune de Missirah dans la région de Tambacounda.

Une convention de formation et de suivi des vaches laitières a été même signée entre le projet et le Centre National pour l'Amélioration Génétique (CNAG) pour faciliter le déroulement du module formation sur les Techniques de production laitière.

4.6.4.2. La pérennisation du projet

La pérennisation du projet passe par la continuité des activités à la fin du projet à travers l'autonomisation des bénéficiaires et l'accompagnement des services techniques. L'ANIDA a la charge d'assurer le suivi et la poursuite des activités dans les fermes après le retrait du projet. Pour assurer la pérennité du projet, l'ANIDA a nommé des Points Focaux pour remplacer les relais et les Superviseurs du projet. Son personnel assure le contrôle et la supervision des travaux, le suivi –évaluation et l'alimentation de la plateforme on line, et les activités de communication et de sensibilisation. Les aménagements réalisés sont adossés à des modèles approuvés par l'ANIDA qui constitue son cœur de métier.

ANIDA assure la poursuite et le suivi des réalisations et la mise en valeur des fermes depuis le départ de l'équipe du projet. Un document pour la pérennisation a été élaboré pour le projet.

Les bénéficiaires sont préparés à leur future prise en charge depuis le démarrage du projet. Cependant l'accompagnement vers une vraie autonomisation devrait se renforcer en vue de la rentabilisation des investissements d'une part et de leur professionnalisation d'autre part.

4.6.4.3. Procédure de sélections des bénéficiaires

La sélection des bénéficiaires des fermes a été conduite par les autorités administratives en collaboration avec l'ANIDA, AICS, les autorités locales, les services techniques et les populations (jeunes, femmes et organisations agricoles).

Des arrêtés des autorités administratives ont précisé la composition du comité local chargé de la sélection des bénéficiaires des fermes. Une demande d'insertion a été mise à la disposition des populations qui ont été accompagnées par les autorités administratives pour son remplissage. Le dépôt de la demande d'insertion était ouvert à tous les citoyens. Les demandes reçues ont été classées par ANIDA par catégorie avant la transmission au comité local de sélection. Auparavant l'ANIDA avait établi les critères de sélection des bénéficiaires partagés avec le comité local de sélection. Les demandes refusées ont été examinées une à une par le comité local de sélection et la liste de bénéficiaires établie. Les résultats de la sélection ont été acceptés par les populations et aucune contestation n'a été enregistrée dans le cadre de la composante PACERSEN Bis.

4.6.5. Durabilité environnementale et sociale

Conformément à la loi 2001-01 du 15 janvier 2001 portant code de l'environnement ainsi que la nomenclature des installations classées, le Projet d'appui à la réduction de la Migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal – PACERSEN-Bis a bénéficié d'un screening des fermes pour une meilleure prise en compte de la dimension environnementale suite à la recommandation de l'évaluation a mis parcouru du projet. Les fermes sont classées de catégorie B2 de la nomenclature de la législation sénégalaise qui ne nécessite que l'application de mesures d'atténuation des impacts identifiés sur l'environnement.

Les sources d'impacts et les mesures d'atténuation ont été identifiées pour chaque ferme dans le rapport de synthèse du screening. La mise en œuvre des mesures d'atténuation a fait l'objet d'un suivi dans les fermes.

La conformité environnementale du projet est mise en évidence avec le respect des dispositions juridiques et réglementaires sénégalaise en matière d'environnement. La durabilité environnementale et sociale du projet est assurée pour la plupart des fermes à travers l'utilisation de source d'énergie propre (installations solaires), les activités de reboisement (9170 pieds d'arbres de différentes espèces plantées avec l'appui des Eaux et Forêts et l'utilisation d'engrais organique pour une partie des activités agricoles.

4.6.6. Appréciation de la durabilité par les parties prenantes

Le projet à un ancrage qui garantit sa pérennité avec le choix de l'ANIDA comme agence d'exécution. La présence de L'ANIDA devrait assurer la pérennité du projet.

La réception de l'essentiel des fermes s'est déroulée en fin de projet. Les premières phases d'imprégnation et d'initiation à l'exploitation des fermes ont été faites pour certaines fermes. Cependant, il manque des renforcements de capacité qui sont encore nécessaire pour une année. Les formations et renforcements des capacités ont été entamées et vont se poursuivre dans cette nouvelle phase d'exploitation qui va commencer avec le dispositif interne de l'ANIDA.

PACERSEN bis a-t-il préparé le terrain pour la pérennisation des acquis

Réponses	Oui	Non	Pas de réponses	Effectif	Total
ANIDA	100,00	0,00	0,00	4	100,00
PTF	100,00	0,00	0,00	3	100,00
Conseillers agricoles	100,00	0,00	0,00	2	100,00
Total	100,00	0,00	0,00	9	100,00

Les formations et renforcements des capacités sont-ils suffisants pour une autonomie des bénéficiaires après le programme ?

Réponses	Oui	Non	Pas de réponses	Effectif	Total
ANIDA	75,00	25,00		4	100,00
PTF	66,67	33,33		3	100,00
Conseillers agricoles	100,00	0,00		2	100,00
Total	77,78	22,22	0,00	9	100,00

Les bénéficiaires disposent-ils des ressources (techniques) et d'appuis internes pour continuer les activités après le programme ?

Réponses	Oui	Non	Pas de réponses	Effectif	Total
ANIDA	75,00	0,00	25,00	4	100,00
PTF	100,00	0,00	0,00	3	100,00
Conseillers agricoles	100,00	0,00	0,00	2	100,00
Total	88,89	0,00	11,11	9	100,00

4.6.7. Résilience aux facteurs exogènes et gestion des risques ?

- La COVID :

La situation sanitaire de la COVID a engendré des difficultés de déplacement un moment donné dans le territoire (confinement) ce qui a ralenti le travail des conseillers sur le terrain. L'ANIDA a subi également des pertes humaines dans son personnel d'encadrement. Il faut signaler également que l'importation de matériel (tracteurs, GMP, motos, matériel d'irrigation etc.) a été retardée par les restrictions sur les transports internationaux.

- Le facteur climatique

Le changement climatique est identifié comme risque majeur au projet. L'option de faire recours à des forages a contribué à sécuriser les exploitations par rapport aux besoins en eaux (irrigation, abreuvement du bétail, alimentation en eau des bénéficiaires). L'utilisation de systèmes d'irrigations gouttes à gouttes peu consommatrice d'eau a été une réponse à la gestion des ressources hydriques.

V. CONCLUSION ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS

5.1. Conclusion

Le projet est aligné aux politiques sectorielles de l'Etat, à la stratégie de l'UE en matière d'urgence et de développement rural. Il répond aux besoins des bénéficiaires. Dans son ensemble, la conception du projet est pertinente. Le caractère d'urgence des fonds n'a pas empêché le démarrage tardif de la mise en œuvre des activités du projet intervenues onze mois après l'accord de financement.

Le caractère urgent du projet a permis des procédures communautaires simplifiées et des fonds immédiatement disponibles. Mais les procédures des institutions (l'Ambassade et de l'ANIDA), les appels d'offres, la situation politique du pays ont été à l'origine des lenteurs dans le démarrage du projet. Le recrutement de UET internationale a duré 6 mois et l'approbation du protocole avec l'ANIDA 10 mois.

Des contraintes ont entravé l'avancement des travaux et engendré des retards au niveau de leur exécution par rapport aux calendriers initialement prévus. Il a été déploré la lenteur des procédures de passation de marchés, le manque d'engagement des entreprises et la faiblesse de leurs capacités techniques.

La situation des décaissements a été performante à la fin du projet en atteignant un taux de 85% ; Un reliquat estimé d'environ 1,26 millions d'Euros soit 818 millions de FCFA environ reste disponible sur le financement. Cette valeur est à considérer provisoire : ANIDA et AICS sont en train de finaliser et faire valider leur comptabilité par des cabinets externes pour l'évaluation financière et de système.

5.2. Enseignements

Des éléments de l'évaluation, l'équipe de mission retient les éléments suivants qui vont être développés dans la version finale du rapport :

- La préparation de ce type de projet doit se faire minutieusement avec un dossier de faisabilité bien formulé à l'appui ;
- Le délai d'exécution du projet doit tenir compte des réalités du terrain et prévoir assez de temps pour la réalisation correcte des infrastructures ;
- La mise en place des équipes de projet doit se faire à temps suite à approbation des financements pour assurer un démarrage effectif sur le terrain et une exécution adéquate des activités du projet ;
- La sécurisation des sites par la plantation d'espèces de *Mélifera* ou autres autour de la clôture des fermes est nécessaire ;
- Le reboisement des fermes pour créer un microclimat favorable au développement des cultures ;
- L'amélioration des spécifications techniques de certains ouvrages (vannes) ;
- Le choix des entreprises en charge des travaux doit se faire en tenant compte de leurs capacités financières et de leurs niveaux d'équipements pour éviter les retards dans la mise œuvre du projet ;
- Suivi rapproché des travaux pour prévenir le respect des délais de construction par les entreprises
- Autonomiser la fourniture d'énergie des fermes en installant des équipements solaires

5.3. Recommandations

Les premières recommandations en formulation portent sur des urgences qui risquent de compromettre la durabilité à court terme du Projet

- Reverser les fonds disponibles au profit du projet en vue de finaliser les travaux et les activités de suivi accompagnements pas achevés ;
- Terminer les travaux au niveau des fermes ;
- Mettre à disposition de l'eau douce en quantité et en qualité dans certains sites. L'eau du forage de la ferme de Ndooffane Mouride est salée. Les bénéficiaires recommandent la construction de puits ou de mini forage pour régler la salinité de l'eau ni ne permet pas la culture irriguée.
- Installer les équipements solaires dans les fermes qui n'en disposent pas et améliorer la capacité d'éclairage des installations existantes notamment au niveau de la ferme « waar wi » de Thieppe ;
- Faciliter l'accès au crédit de campagne des fermes qui rencontrent des difficultés pour couvrir les charges d'exploitation des cultures et le fonctionnement des activités post récolte ;
- Poursuivre la formation des bénéficiaires et l'accompagnement dans la professionnalisation ;
- Mettre en réseau les bénéficiaires avec les partenaires techniques, financiers et commerciaux en vue de la pérennisation des relations.

Annexe 1 : Termes de référence de la mission

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays partenaire

Sénégal

Pouvoir adjudicateur

Agence Italienne pour la Coopération au Développement (AICS) - Siège de Dakar.

Informations utiles concernant le pays

Rien de pertinent.

Situation actuelle dans le secteur concerné

Le Projet PACERSEN bis prendra fin le 30 avril 2021.

Pour les objectifs and les résultats attendus voir le Cadre Logique en annexe.

Programmes connexes et autres activités des donateurs

Rien de pertinent.

OBJECTIF, FINALITÉ ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS

Objectif général

L'objectif général du projet dans lequel le présent marché s'inscrit est le suivant :

Prestation d'un service de « Evaluation finale du Projet de coopération déléguée PACERSEN bis »

Finalité

Le présent marché poursuit la finalité suivante :

- Évaluer le niveau de réalisation des résultats attendus du projet et les impacts des activités sur les bénéficiaires directs et sur les communautés auxquelles ils appartiennent.

HYPOTHÈSES ET RISQUES

Hypothèses sous-tendant le projet

Non pertinent

Risques

Non pertinent

CHAMP D'ACTION

Généralités

Description de la mission

Non pertinent

Zone géographique à couvrir

République du Sénégal

Groupes cibles

Non pertinent

Activités spécifiques

Dans l'exercice de sa mission, le professionnel doit respecter la diligence normale requise par la profession selon les principes qu'elle émet ;

Gestion du projet

Organe responsable

Alessandra PIERMATTEI, Directeur AICS Dakar

Structure de gestion

Alessandra PIERMATTEI, Directeur AICS Dakar

Moyens à mettre à disposition par le pouvoir adjudicateur et/ou d'autres parties

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir au contractant toute la documentation nécessaire à la réalisation du service professionnel spécifique demandé, en plus de communiquer sous la forme qui sera jugée appropriée toute information ou donnée instrumentale à l'exécution du mandat lui-même

LOGISTIQUE ET CALENDRIER

Lieu(x) d'exécution

Le lieu d'exécution des tâches est à l'appréciation du consultant.

Date de commencement et période de mise en œuvre des tâches

La date de commencement prévue sera la date de signature du présent marché par les deux parties, et la période de mise en œuvre du marché sera d'un (1) mois à partir de cette date. Veuillez-vous reporter aux articles 19.1 et 19.2 des conditions particulières pour la date de commencement et la période de mise en œuvre effectives.

EXIGENCES

Personnel

Veuillez noter que les fonctionnaires et autres membres du personnel de l'administration publique du pays partenaire ou d'organisations internationales/régionales établies dans ce pays ne seront autorisés à travailler en qualité d'experts que si cela est dûment justifié. La justification doit figurer dans l'offre. Elle doit comporter des informations relatives à la valeur ajoutée apportée par l'expert concerné ainsi que la preuve de son détachement ou de son congé de convenance personnelle.

Experts principaux

Tous les experts appelés à jouer un rôle essentiel dans l'exécution du marché sont désignés par le terme « experts principaux ». Les experts principaux requis dans le cadre du présent marché doivent avoir le profil suivant :

Expert principal n° 1 : chef d'équipe

Qualifications et compétences

- Titulaire d'un Diplôme universitaire au niveau 6 du Cadre Européen des Certifications (CEC) dans les domaines de l'administration publique, droit, économie, sociologie, agronomie ou dans un domaine d'études similaire (au niveau 6 du Cadre Européen des Certifications - CEC)

Expérience professionnelle générale

- Expérience d'au moins 10 ans dans l'évaluation de projets de coopération dans le domaine agricole

Tous les experts doivent être indépendants et n'avoir aucun conflit d'intérêts en ce qui concerne les responsabilités qu'ils assument.

Autres experts, personnel de soutien et appui technique

Le coût de l'appui technique et du personnel de soutien, selon les besoins, est réputé inclus dans l'offre financière du soumissionnaire.

Bureaux

Le pouvoir adjudicateur doit mettre un bureau à la disposition de chaque expert travaillant dans le cadre du marché.

Moyens à mettre à disposition par le contractant

Le contractant doit veiller à ce que les experts disposent du soutien et de l'équipement nécessaires. Ceux-ci doivent notamment bénéficier de services satisfaisants en matière d'administration, de secrétariat et d'interprétation, pour pouvoir se concentrer sur leurs tâches premières.

Équipement

Aucun équipement ne sera acheté pour le compte du pouvoir adjudicateur / pays partenaire au titre du présent marché de services ni transféré au pouvoir adjudicateur / pays partenaire à la fin du marché. Tout équipement devant être acheté par le pays partenaire pour les besoins du présent marché fera l'objet d'un appel d'offres distinct, dans le cadre d'un marché de fournitures.

RAPPORTS**Exigences en matière de rapports**

Le contractant soumettra les rapports ci-après en française sous la forme d'un exemplaire original et d'une copie, ainsi qu'une version digitale à envoyer via email.

- **Rapport final** : sera fourni au plus tard 15 jours après la fin de la période de mise en œuvre des tâches. Il doit contenir une description suffisamment détaillée des différentes composantes. Les analyses détaillées sous-tendant les recommandations des experts seront présentées dans des annexes du rapport principal. Le rapport final doit être fourni en même temps que la facture correspondante.

Présentation et approbation des rapports

Les rapports susmentionnés seront présentés au gestionnaire du projet indiqué dans le contrat. L'approbation de ces rapports lui incombe.

SUIVI ET ÉVALUATION**Définition d'indicateurs**

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un rapport d'évaluation des résultats attendus et des impacts du projet PACERSEN bis.

Exigences particulières

Rien de pertinent

Annexe 2 : Modèle logique du projet

Logique d'intervention		Indicateurs de réalisation objectivement vérifiables	Niveau de départ	Objectifs de départ	Niveau actuel de réalisation	Sources	Niveau de réalisation de l'indicateur
Objectif général	Contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales pour réduire la migration irrégulière, lutter contre la pauvreté et soutenir la résilience dans les régions d'intervention du Projet	1. Nombre de migrants de retour insérés et bénéficiaires du projet (EUTF 3.5)	0	172 bénéficiaires soit 25% de bénéficiaires des fermes	39 bénéficiaires soit 6% du total des bénéficiaires	-Rapport 3 ^e trimestre 2020 ANIDA, p.6 -Cadre logique actualisé PACERSEN Bis Avril 2021	22,6%
		2. % de migrants bénéficiaires de fermes	0	25%	6%	-Rapport 3 ^e trimestre 2020 ANIDA, p.6 -Cadre logique actualisé PACERSEN Bis Avril 2021	24%
		3. % de jeunes hommes et femmes (18-35 ans) non migrants bénéficiaires de fermes	0	75%	94%	-Rapport 3 ^e trimestre 2020 ANIDA, p.6 -Cadre logique actualisé PACERSEN Bis Avril 2021	125%
		4. Nombre de personnes bénéficiant de services de conseil (techniques, gestion, commercialisation, phytosanitaire, etc)	0	790	699	-Rapport annuel 2020 PACERSEN BIS ; -Cadre logique actualisé PACERSEN Bis Avril 2021	88,48%
Objectif Spécifique	O.S.1. Contribuer à la création d'emplois et de richesse dans les localités d'intervention	1. Nombre d'emplois créés ou consolidés par an (EUTF 1.1)	0	1480	1039 dont 699 emplois permanents 17 fermes ont commercialisé leur production	-Rapport annuel 2020 PACERSEN BIS -Cadre I présentation comité de pilotage du 29 janvier 2021 Cadre logique actualisé PACERSEN Bis Avril 2021	70%
		2. Nombre de petites et moyennes entreprises	0	147	88 GIE	Document : Données PACERSEN BIS 30-04-2021	60%

Logique d'intervention		Indicateurs de réalisation objectivement vérifiables	Niveau de départ	Objectifs de départ	Niveau actuel de réalisation	Sources	Niveau de réalisation de l'indicateur
		créées ou renforcées (EUTF 1.2)				Rapport 3 ^e trimestre 2020 ANIDA, pp.14-15 Rapport annuel 2020 PACERSEN BIS Rapport 2 ^e trimestre 2020, pp.10-12	
		3. Montant moyen annuel des revenus par bénéficiaire des fermes	0	600 000	Pas de données 7 fermes ont commencé la commercialisation de leurs produits montant de la commercialisation : 22.793.864 francs CFA (fruits, légumes, arachides, niébé, etc.) 7.292.900 de recette provenant de la commercialisation de la production avicole	-Rapport 3 ^e trimestre 2020 ANIDA, p.6 -Cadre logique actualisé PACERSEN Bis Avril 2021	
		4. % d'augmentation des revenus des bénéficiaires des fermes dans les zones d'intervention (%=revenu année-revenu référence) / revenu année référence)	0	100%	ND	-Rapport 3 ^e trimestre 2020 ANIDA, p.6 -Cadre logique actualisé PACERSEN Bis Avril 2021	
Résultats attendus	R1- les productions agricoles obtenus par les bénéficiaires (H/F) ont augmenté et sont diversifiés grâce à leur mise en valeur des fermes agricoles aménagées et équipées	1. Nombre de fermes aménagées, équipées et mise en valeur	0	27 fermes	29 fermes dont 23 villageoises, 5 fermes « Waar Wi », 1 fermes école dont 17 terminées et mises en valeur	-Rapport 3 ^e trimestre 2020 ANIDA, p.6 -Cadre logique actualisé PACERSEN Bis Avril 2021	+100% des fermes réalisés / entamés cependant il reste des travaux à faire. -12 fermes à terminer
		2. Nombre d'hectares bénéficiant d'un meilleur système de gestion de l'eau (EUTF 2.6)	0	219	17 fermes villageoises sont terminées et mises en valeur et les autres sont en stade avancée	-Rapport 3 ^e trimestre 2020 ANIDA, p.6 -Cadre logique actualisé PACERSEN Bis Avril 2021	

Logique d'intervention		Indicateurs de réalisation objectivement vérifiables	Niveau de départ	Objectifs de départ	Niveau actuel de réalisation	Sources	Niveau de réalisation de l'indicateur
		3. Pourcentage d'augmentation des rendements sur les différents produits agricoles obtenus par les bénéficiaires	0	50%	nd	-Rapport 3 ^e trimestre 2020 ANIDA, p.6 -Cadre logique actualisé PACERSEN Bis Avril 2021	
		4. Quantité totale de produit horticole (tonne de fruits et de légumes) obtenue par les fermes à l'année	0	2500	-142 tonnes de (fruits et légumes, maïs, arachides, niébé) produits 113 tonnes commercialisés -9170 arbres de différentes espèces plantées avec l'appui des eaux et forêts	-Rapport 3 ^e trimestre 2020 ANIDA, p.6 -Cadre logique actualisé PACERSEN Bis Avril 2021	
		5. Volume total de production de lait obtenu par les fermes par année	0	198 000	0 litres	-Rapport 3 ^e trimestre 2020 ANIDA, p.6 -Cadre logique actualisé PACERSEN Bis Avril 2021	
		6. Intensité culturale moyenne des fermes	0	1,2	0,71		
	R2- les productions commercialisées par les bénéficiaires du projet ont augmenté	1. Quantité totale (tonnes) annuelle de produits horticoles commercialisés sur les marchés	0	2000	-142 tonnes de (fruits et légumes, maïs, arachides, niébé) produits -113 tonnes commercialisés -2832 poussins vendus et 2344 en cours de production -9170 arbres de différentes espèces plantées avec l'appui des eaux et forêts	-Rapport 3 ^e trimestre 2020 ANIDA, p.6 -Cadre logique actualisé PACERSEN Bis Avril 2021	
		2. Volume annuel (litre) de produits laitiers commercialisés par les bénéficiaires d'étables sur les marchés	0	138 600	0	-Rapport 3 ^e trimestre 2020 ANIDA, p.6 -Cadre logique actualisé PACERSEN Bis Avril 2021	0%
		3. Chiffre d'affaire (Fcfa) annuel moyen des fermes	0	641 580 000	Pas de données	-Rapport 3 ^e trimestre 2020 ANIDA, p.6	

Logique d'intervention		Indicateurs de réalisation objectivement vérifiables	Niveau de départ	Objectifs de départ	Niveau actuel de réalisation	Sources	Niveau de réalisation de l'indicateur
					7 fermes ont commencé la commercialisation de leurs produits montant de la commercialisation : 22.793.864 francs CFA (fruits, légumes, arachides, niébé, etc.) 7.292.900 de recette provenant de la commercialisation de la production avicole	-Cadre logique actualisé PACERSEN Bis Avril 2021	
		4. Nombre de kilomètre de pistes réhabilités ou construites	0	20	Pas de données -Thiepp (travaux avancés à 8% (chantier en arrêt pour le moment) -Taif et Passy (en cours de construction (chantier à l'arrêt	-Rapport 3 ^e trimestre 2020 ANIDA, p.6 -Cadre logique actualisé PACERSEN Bis Avril 2021	
		5. Nombre d'infrastructures commerciales réalisées et équipées (kiosques, tricycles)	0	30	6 kiosques disponibles, le reste est en cours d'exécution 5 tricycles distribués	-Rapport 3 ^e trimestre 2020 ANIDA, p.6 -Cadre logique actualisé PACERSEN Bis Avril 2021	-100% pour les tricycles -26 kiosques encore en cours d'exécution
	R-3 les capacités techniques, financières et organisationnelles des bénéficiaires sont renforcées	1. les capacités techniques, financières et organisationnelles des bénéficiaires sont renforcées	0	790 bénéficiaires	699 bénéficiaires	-Rapport 3 ^e trimestre 2020 ANIDA, p.6 -Cadre logique actualisé PACERSEN Bis Avril 2021	88,48%
		2. Nombre d'agent mis à la disposition du programme pour l'encadrement et la formation des bénéficiaires installés dans les fermes	0	16 (13 Conseillers Agricoles + 3 Superviseurs)	16	-Rapport 3 ^e trimestre 2020 ANIDA, p.6 -Cadre logique actualisé PACERSEN Bis Avril 2021	100%

Annexe 3 : Comptes d'exploitation réels des fermes de Taïf Baïla et de Malem Hodar

➤ Situation fermes de Taïf Baïla

Compte d'exploitation pour 3 ha de pastèque

CHARGES					PRODUITS				
Libellé	Unité	Quantité	Prix unitaire (FCFA)	Prix Total (FCFA)	Libellé	Unité	Quantité	Prix unitaire (FCFA)	Prix Total (FCFA)
1. PLANTATION					4. PRODUCTION				
Semence	Boîte de 500g	6	9 000	54 000	Vente	kg	11 620	120	1 394 400
NPK en fond	kg	100	300	30 000	Mevente (pourriture)	Kg	31 680		
Matière organique	Tonne	4,4	30 000	132 000					
2. ENTRETIEN									
NPK en couverture	kg	600	300	180 000					
Produit de traitement phytosanitaire	kg et litres								
Insecticides		3	7 500	22 500					
Fongicides		3	7 500	22 500					
Nématicides		2	5 000	10 000					
3. IRRIGATION									
Carburant d'irrigation	litres	810	655	530 550					
Excedent Brut				412 850					
TOTAL CHARGES				981 550	TOTAL PRODUITS				1 394 400

Source : ANIDA 2021

Compte d'exploitation du Gombo 2 ha

CHARGES					PRODUITS				
Libellé	Unité	Quantité	Prix unitaire (FCFA)	Prix Total (FCFA)	Libellé	Unité	Quantité	Prix unitaire (FCFA)	Prix Total (FCFA)
1. PLANTATION					4. PRODUCTION				
Semence	Boitte de 1kg	7	15 000	105 000	Vente	kg	5 830	350	2 040 570
NPK en fond	kg	200	300	60 000	Transformé (coupé et séché)	kg	2 058	200	411 600
Matière organique	Tonne	6,4	30 000	192 000	Autoconsommation et distribution	kg	1 612		
2. ENTRETIEN									
NPK en couverture	kg	500	300	150 000					
Urée	kg	300	300	90 000					
Produit de traitement phytosanitaire	kg et litres								
Insecticides		5	5 000	25 000					
Fongicides		5	5 000	25 000					
Nématicides		2	5 000	10 000					
3. IRRIGATION									
Carburant d'irrigation	litres	1 575	655	1 031 625					
Excedent brut				763 545					
TOTAL CHARGES				1 688 625	TOTAL PRODUITS				2 452 170

Source : ANIDA 2021

Compte d'exploitation pour 2 ha d'aubergine

CHARGES					PRODUITS				
Libellé	Unité	Quantité	Prix unitaire (FCFA)	Prix Total (FCFA)	Libellé	Unité	Quantité	Prix unitaire (FCFA)	Prix Total (FCFA)
1. PLANTATION					4. PRODUCTION				
Labour simple	ha	2	25 000	50 000	Vente	kg	12 099	225	2 722 275
Matière organique	Tonne	4,6	30 000	138 000	Mevente (covid 19)	kg	25 901		
Semence Black beauty	Boite de 100g	6	7 500	45 000					
NPK en fond	kg	200	300	60 000					
2. ENTRETIEN									
NPK	kg	500	280	140 000					
Urée	kg	200	260	52 000					
Produit de traitement phytosanitaire									
Insecticide	litres	2	5 000	10 000					
Fongicide	litres	2	5 000	10 000					
Nématicide	kg	2	10 000	20 000					
3. IRRIGATION									
Carburant d'irrigation sur 4 mois	litres	1 680	655	1 100 400					
Excedent brut				1 096 875					
TOTAL CHARGES				1 625 400	TOTAL PRODUITS				2 722 275

Source : ANIDA 2021

➤ **Situation Ferme Malem Hodar**

1. / Production Végétale :

Spéculations	Sup/Ha	Charges production/FCFA	Poids total/kg	Poids vendu/kg	Autoconso./kg	Ecart/kg	Recette/FCFA	Stade de culture
Gombo	1,5	233.800	3 721	3 317	317	87	1 200 000	Récolte en cours
Tomate	0,5	325.140	3 762	3 465	198	99	525 000	Récolte en cours
Aubergine	0,5	91.000	1 224	1 200	15	9	244 000	Début récolte
Oignon	0,25	150.000	935	744	180	11	154 800	Récolte en cours
Poivron	0,25	113.750	155	130	15	10	130 000	Début récolte
Diaxatu	0,25	67.500	86				17 200	Début récolte
Pastèque	0,5	125.000	19800,5	18730,5	1070	-	718 375	Fin de cycle
Piment	0,25							En Végétation
TOTAL	4		12 863,5	11 729,5	832	216	2 988 575	

NB : solde en banque : 1 153 000 FCFA

2. /Production Avicole :

N° Bande	Sujet total	Mortalité	Sujets Vendus	Recettes/FCFA	Dépenses/FCFA	Solde/ FCFA
01	226	86	140	350 000	81 750	268 250

3. /Situation Prestation Tracteur mois avril et mai :

Mois	Recettes/FCFA	Dépense/FCFA	Solde/FCFA
Avril	1 182 500	739 210	443 290
Mai	1 261 000	507 210	753 790
Total	2 443 500	1 246 420	1 197 080

Annexe 4 : Etat d'exécution du Projet (sources Anida)

Composante Source : ANIDA 2021	Libellé	Budget en euro	Budget en FCFA	Exécution en juin 2021 en FCFA	Ecart en euro	Ecart en CFA
Activités du Résultat 1 : Les productions agricoles obtenues par les bénéficiaires (H/F) du projet ont augmenté et sont diversifiées grâce à la mise en valeur des fermes agricoles aménagés et équipés.	SOUS TOTAL R1	6 230 235	4 065 119 679	3 590 899 978	735 930	474 219 701
	R1.A1. Diagnostic/évaluation de la disponibilité des terres, choix des sites et sélection des bénéficiaires	231 910	152 122 988	151 043 880	1 645	1 079 108
	R1.A2. Elaboration des dossiers d'appels d'offres, passation et attribution des marchés.	0	0	166 320	-254	-166 320
	R1.A3. Aménagement et équipement des fermes	5 050 000	3 312 582 850	2 945 212 431	560 053	367 370 419
	R1.A4. Acquisition des intrants agricoles et agricoles	279 025	161 381 821	96 469 657	111 944	64 912 164
	R1.A5. Aménagement des étables et production laitière	217 000	142 342 669	144 534 062	-3 341	-2 191 393
	R1.A6. Mécanisation des travaux	359 500	235 816 542	238 471 400	-4 047	-2 654 858
	R1.A7. Mise en conformité environnementale	92 800	60 872 810	15 002 228	69 929	45 870 582
Activités du Résultat 2 : Les productions commercialisées par les bénéficiaires du projet ont augmenté	SOUS TOTAL R2	611 000	400 789 727	106 014 059	449 383	294 775 668
	R2.A1. Aménagement des pistes rurales	500 000	327 978 500	70 619 360	392 341	257 359 140
	R2.A2. Construction des kiosques de commercialisation	75 000	49 196 775	22 987 860	39 955	26 208 915
	R2.A3. Fourniture de tricycles de commercialisation	12 000	7 871 484	0	12 000	7 871 484
	R2.A4. Renforcement de l'accès aux marchés des organisation des producteurs.	24 000	15 742 968	12 406 839	5 086	3 336 129
Activités du Résultat 3 : Les capacités techniques, financières et organisationnelles ds bénéficiaires sont renforcées	SOUS TOTAL R3	309 800	203 215 479	200 025 452	4 863	3 190 027
	R3.A1. Dynamisation des organisations des producteurs.	5 800	3 804 551	3 494 365	473	310 186
	R3.A2. Renforcements de capacités en gestion financière et management	81 500	53 460 496	51 297 542	3 297	2 162 954
	R3.A3. Renforcements de capacités techniques	158 500	103 969 185	103 308 507	1 007	660 678

	R3.A4. Renforcements de capacités techniques	64 000	41 981 248	41 925 038	86	56 210
	SOUS TOTAL R0	1 277 259	837 826 982	791 525 376	71 047	46 301 606
	R0.A1. Paiement des salaires du personnel local	791 602	519 256 873	484 223 981	53 406	35 032 892
	R0.A2. Per diems pour missionne et voyages	40 437	26 524 933	23 332 248	4 867	3 192 685
	R0.A3. Prise en charge des voyages et trajets locaux.	3 900	2 558 232	1 758 100	1 220	800 132
	R0.A4. Achat véhicules et motos	178 500	117 088 325	117 018 070	107	70 255
	R0.A5. Dotation en mobilier, mat. informatique et équipement de bureau	24 110	15 815 123	15 731 160	127	83 963
	R0.A6. Achat de pièces détachées/matériel pour machines, outils	9 000	5 903 613	5 034 960	1 789	868 653
	R0.A7. Prise en charge fonctionnement des véhicules et des motos	79 760	52 319 130	51 898 929	641	420 201
	R0.A8. Location du bureau	23 180	15 205 083	15 401 606	-300	-196 522
	R0.A9. Dotation en consommables et fournitures de bureau	9 500	6 231 592	8 392 788	-3 295	-2 161 197
	R0.A10. Prise en charge d'autres services (téléphone, maintenance, etc)	12 770	8 376 571	11 091 886	-4 140	-2 715 315
	R0.A11. Réalisation d'audits/vérifications des dépenses	13 500	8 855 420	8 575 000	427	280 420
	R0.A12. Organisation de conférences/séminaires	13 500	8 855 420	9 115 995	-397	-260 576
	R0.A13. Mise en oeuvre du plan de communication national	70 000	45 916 990	35 199 853	16 338	10 717 137
	R0.A14. Mise en oeuvre du plan de suivi et évaluation	7 500	4 919 678	4 750 800	257	168 878
	Total Général	8 428 294	5 506 951 866	4 688 464 864	1 261 223	818 487 002
	Total ressources reçues dans le compte ANIDA			5 272 630 296		
	Restant			584 165 432		

Annexe 5 : Guide d'entretien

1 Évaluation des effets et impacts du projet

Il s'agit d'identifier les effets et impacts du projet du point de vue des bénéficiaires dans les domaines suivants :

- L'amélioration ou non des revenus des bénéficiaires, - Amélioration ou non du niveau de satisfaction des besoins alimentaires
- Les changements apportés dans la vie éducative et la vie sanitaire des bénéficiaires.
- Amélioration ou non de la mobilité des biens et des personnes (en relation avec la réalisation de pistes liées au projet)
- Les changements dans les méthodes de production agricoles : méthodes culturales, types de cultures et les bénéfices qui en sont tirés ?
- Les améliorations et bénéfices des productions horticoles (fruitières et légumières)
- les améliorations et bénéfices tirées des productions animales
-

2 Degré de mise en œuvre du genre

- Comment voyez-vous la mise en œuvre du genre par le projet ?
- Les femmes participent-elles davantage aux instances de prise de décisions ?
- Les femmes ont-elles accès aux moyens de production au même titre que les hommes ?

3 Résultats des comptes d'exploitations agricoles

- comptes réels (en cas de début de mise en œuvre)
- comptes prévisionnels

4 La préservation et conservation du milieu naturel

- Avez-vous bénéficié d'un accompagnement du projet ?
- Si oui, dans quels domaines (productions de plants, reboisement massif. Êtes-vous satisfait de cet accompagnement ?
 - Si oui, expliquez
 - Si non, pourquoi
- Quels sont les bénéfices procurés par le projet aux bénéficiaires (revenus, sécurité alimentaire, santé, éducation, désenclavement) ?
- Quelle amélioration nécessaire à apporter ?

5 Appréciation de la qualité technique des infrastructures et leurs impacts

Selon vous comment appréciez-vous la qualité des infrastructures réalisées par le projet

- (Forage, Puits maraîchers, Périmètres maraîchers, Magasins de stockage, Logement ; Autres.)
- Les manquements et défaillances constatées dans les infrastructures, les aménagements.

6 Évaluation de la fonctionnalité des instances chargées de la gestion des ouvrages

- Quelle est la composition des instances de gestion ?
- Comment les membres de cette instance ont-ils été choisis ?
- Quel est le niveau de représentativité des femmes ?
- Son fonctionnement vous a-t-il satisfait ?
- Quelles sont les difficultés et contraintes du fonctionnement des instances de gestion ?

- Que pouvez-vous dire des perspectives de fonctionnalité de ces instances ?
- Quelles sont les appuis du projet dans le fonctionnement des instances ?

7 Évaluation des résultats au regard des besoins

- Pouvez-vous nous rappeler quels ont-été vos besoins soumis au projet ?
- Êtes-vous satisfaits des réponses du projet à vos besoins en termes de réalisations ?

8 Évaluation de la qualité de la communication du projet

- Déterminer les modes et méthodes de sensibilisation et d'information sur le projet ?
- Êtes-vous satisfaits de l'information et de la sensibilisation qui vous a été données sur le projet ?
- Si oui, est ce que cette information vous a permis de bien comprendre le projet et d'accéder aux opportunités qu'il offre ?
- Comment appréciez-vous la communication à travers les radios et les télévisions ?
- Avez-vous des suggestions d'amélioration sur la communication pour le futur ?

9 Évaluation les programmes de renforcement de capacités et leurs impacts

- Quelles sont les actions de renforcement des capacités que le projet vous a données ?
- Connaissiez-vous les objectifs de ces actions de renforcement et les partagez-vous ?
- Comment appréciez-vous la manière dont les programmes de renforcement de capacités ont été mis en œuvre par le projet ?
- Quelles sont les utilisations que vous avez faites des renforcements de capacité dont vous avez bénéficié ?
- Quels sont améliorations que vous avez-identifiées après la formation ? aux niveaux : i) comportement des gens, ii) sur les activités liées a ces formations etc... ?
- Y a-t-il un besoin d'amélioration des formations reçues et/ou de formations complémentaires ? Si oui dans quel domaine,

10 Autonomisation des bénéficiaires

- Quelles sont les perspectives d'autonomisation selon les bénéficiaires ?
- Quelles sont les contraintes à l'autonomisation ?
- Quelles sont les solutions à envisager ?

11. Les difficultés rencontrés

- Les difficultés identifiées dans les fermes
- Les solutions proposées

12. Les recommandations une bonne exploitation des fermes

13. Les enseignements à retenir

Annexe 6 : Liste des institutions et personnes rencontrées

Prénoms et nom	Structure/ fonction/ site	Téléphone	E-mail
Youssou FAYE	Adjoint préfet Malem Hodar	77 529 07 86	Fayeyoussou952@gmail.com
Abdou NDAO	Maire/ Malem Hodar	77 635 93 20	
Ousmane KA	Bénéficiaire/Malem Hodar	78 186 02 37	
Modou Fatah KA	Bénéficiaire/Malem Hodar	78 484 90 95	
Ibrahima NDAW	Bénéficiaire/Malem Hodar	70 757 23 83	
El Hadji KA	Bénéficiaire/Malem Hodar	70 553 09 84	
Ibrahima NDAW	Bénéficiaire/Malem Hodar	77 33 39 38	
Awa Fana KA	Bénéficiaire/Malem Hodar	70 764 98 87	
Coumba KA	Bénéficiaire/Malem Hodar	-	
Bruno BASS	Technicien Horticole/Malem Hodar	77 602 06 45	bassbruno@gmail.com
Saï Diaw KA	Bénéficiaire/Malem Hodar	-	
Atta KA	Bénéficiaire/Malem Hodar	77 132 63 86	
Rokhy KA	Bénéficiaire/Malem Hodar	78 370 61 42	
Ndeye KA	Bénéficiaire/Malem Hodar	-	
Aïssatou NDIMBALA	Bénéficiaire/Malem Hodar	-	
Bangaly SYLLA	Bénéficiaire/Missirah	78 537 10 97	Fafa1@gmail.com
Amadou Moustapha SARR	ANIDA/ Missirah	77 255 26 87	Amadoumoustaphasarr555@gmail.com
Sény SYLLA	Maire Missirah	77 573 47 51	Senysylla52@hotmail.com
P. XEC MARQUIES	CFP DON BOSCO Directeur/ Missirah	77 263 08 44	xecsdb@gmail.com
Frère Norbert	CFP DON BOSCO/ Missirah	77 989 35 78	norbertzakpe@gmail.com
Serigne Mbacké NDIM	Bénéficiaire/ Ndoiffane Mouride	77 232 02 40	
Matar FAYE	Bénéficiaire Pdt GIE/ Ndoiffane Mouride	78 218 38 00	
Ndiaga NDIM	Bénéficiaire/ Ndoiffane Mouride	78 567 69 80	
Bassirou FAYE	Bénéficiaire/ Ndoiffane Mouride	78 514 29 09	
Moussa TOURE	Bénéficiaire/ Ndoiffane Mouride	76 160 65 66	
Mariama GUEYE	Bénéficiaire/ Ndoiffane Mouride	76 340 05 24	
Serigne NDIAYE	Bénéficiaire/ Ndoiffane Mouride	77 308 65 07	
Youssou DIA	Bénéficiaire/ Thiepp	77 535 85 23	Youssoudia334@gmail.com

Prénoms et nom	Structure/ fonction/ site	Téléphone	E-mail
Pape Mamadou SARR	Conseiller / Thiepp	77 715 40 11	Sarr.papamamadou@yahoo.com
Khalifa Ababacar SARR	Conseiller / Thiepp	77 411 06 51	Khalifasarr06@gmail.com
Ndiaw GNINGUE	Adj/ Sous-préfet Taïf	77 529 08 37	ndiawgning@yahoo.fr
Mbaye SALL	CA/ Taïf	77 782 58 33	Sall.mbaye@ugb.edu.sn
Moustapha DIENG	Bénéficiaire/ Taïf	77 483 25 11	
Cheikh Ahmed WANE	Pdt GIE Taïf	78 528 18 94	
Serigne GUEYE	Bénéficiaire/Taïf	77 109 39 49	
Ibrahima THIAM	Bénéficiaire/Taïf	78 184 63 47	
Modou NGOM	Bénéficiaire/Taïf	77 230 23 21	
Mbène DIAGNE	Bénéficiaire/Taïf	-	
Dieynaba NIASS	Bénéficiaire/Taïf	-	
Salimata FAYE	Bénéficiaire/Taïf	76 634 11 48	
Daba SARR	Bénéficiaire/Taïf	76 671 10 51	
Binetou FAYE	Bénéficiaire/Taïf	77 942 64 90	
Khady LEYE	Bénéficiaire/Taïf	77 732 73 69	
Awa FALL	Bénéficiaire/Taïf	77 604 95 23	
Mbathio MBAYE	Bénéficiaire/Taïf	70 845 05 74	
Mame Saï SECK	Bénéficiaire/Taïf	76 497 72 94	
Giuseppe MARANO	AICS-RAF PACERSEN bis	77 110 46 10	Giuseppe.marano@aics.gov.it
Liliana PETRI	Ancienne Codirectrice Projet	77 316 31 60	lpetei@libero.it
Babacar NDIAYE	DEAI/ANIDA	77 552 69 74	Babacarndiaye22@yahoo.fr
El Hadji Malick SARR	DG/ ANIDA	77 562 03 24	assmalick@hotmail.com
Lamine GUEYE	Conseiller DG R.PPA	77 652 38 96	Gueyelamine06@gmail.com
Mamadou NDIAYE	Frg.Gr/ DEAI	77 739 14 03	
Cheikh LO	ANIDA- Directeur Formation	77 561 28 43	Cheikhnlo58@gmail.com
Ozman	Coordinateur	77 517 52 15	
Sylvia DI SANTOS	UE	-	Silvia.DI-SANTO@eeas.europa.eu

Annexe 7 : liste des documents reçus

1. Rapport Annuel 2020, PACERSEN Bis T05-EUTF-SAH-SN-05-02, ANIDA, Février 2021
2. Rapport Annuel 2019, PACERSEN Bis T05-EUTF-SAH-SN-05-02, ANIDA, Février 2020
3. Rapport 1^e Trimestre 2020, PACERSEN Bis T05-EUTF-SAH-SN-05-02, ANIDA, Avril 2020
4. Rapport 2^e Trimestre 2020, PACERSEN Bis T05-EUTF-SAH-SN-05-02, ANIDA, Juillet 2020
5. Rapport 3^e Trimestre 2020, PACERSEN Bis T05-EUTF-SAH-SN-05-02, ANIDA, Octobre 2020
6. Situation des Travaux PACERSEN BIS au 20 Avril 2021, Tableau situation des travaux PACERSEN BIS au 20 avril 2021-GM Excel
7. Cadre logique actualisé au 30 avril 2021, fichier Excel
8. Présentation PACERSEN Bis CP, Réunion du Comité de Pilotage Dakar, Le 29 Janvier 2021
9. Liste Bénéficiaires, synthèse, fichier Excel
10. Etat exécution PPM 2020_2021_PACERSEN BIS
11. Description 29 fermes PACERSEN BIS
12. Comptes d'exploitation prévisionnels, fvn, Mode de comptabilité, Excel
13. 2021.04.30 Données PACERSEN bis_OK1 (bénéficiaire installés et campagne production)
14. Fond Fiduciaire d'Urgence pour l'Afrique, Sénégal EUTF Action, pdf
15. Rapport Narratif et Financier 2019, Annexe 4, les 29 fermes PACERSEN BIS
16. Evaluation ROM, 2020, pdf
17. Convention de base 2017, document de projet
18. www.ipar.sn : « l'agriculture, une réponse au « chômage » des jeunes ruraux, 18 Janvier 2016
19. FAO. 2021 Caractéristiques, modèles et vecteurs de la migration rurale au Sénégal. Rome. <https://doi.org/10.4060/ca2510fr>
20. ANSD, OIM ; Migration au Sénégal : Profil migratoire 2018
21. FAO, Forum Global sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition, Migration rurale, agriculture et développement rural
22. Investinsenegal.com, APIX, « Agriculture et agrobusiness »
23. www.ec.europa.eu : Agriculture et développement rural : Renforcer le partenariat UE-Afrique : Task force pour l'Afrique rurale
24. PACERSEN, 2021, T05-EUT-SAH-SN-05-02 PACERSEN Projet d'Appui à la Réduction de la Migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal, par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles (fermes « Naatangué »)
25. PACERSEN, 2019, termes de référence pour la supervision des travaux d'aménagement des fermes agricoles modernes.
26. PACERSEN Projet d'Appui à la Réduction de la Migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal, par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles (fermes « Naatangué ») dans les régions à haute potentialité migratoire, 2017, Critères et Procédures pour la sélection des sites et des bénéficiaires du PACERSEN.
27. PACERSEN Projet d'Appui à la Réduction de la Migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal, par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles (fermes « Naatangué ») dans les régions 1^à haute potentialité migratoire- composante Ouest- centre (Bassin Arachidier), 2020, Rapport Narratif et Financier 1 semestre 2020.
28. PACERSEN Projet d'Appui à la Réduction de la Migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal, par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles (fermes « Naatangué ») dans les régions à haute potentialité migratoire (PACERSEN BIS), 2019,
29. Rapport narratif et financier 2019 Annexe IV.
30. PACERSEN Bis, 2017, Projet d'Appui à la réduction de la migration à travers la Création d'Emploi Ruraux au Sénégal (PACERSEN) composantes du système du suivi et évaluation Plan S&E.
31. PACERSEN, 2020, projet d'appui à la réduction de la migration a travers la création d'emplois ruraux au SÉNÉGA (PACERSEN ET PACERSEN Bis, compte rendu des observations du comité de gestion du projet aux bilans 2019 des composantes et aux propositions d'avants présentés par les uet 13 mai 2020.
32. PACERSEN, 2017, Reportage à la télévision RTS, TG 20h00 du 31.01.2018, de la minute 38,04 à 40,00 Articles CRD PACERSEN Bis (Tambacounda, Kaffrine, Fatick, Diourbel, Louga) APS, 31.01.2018.
33. PACERSEN, 2017, PROJET PACERSEN PLAN DE COMMUNICATION TRIMESTRIEL.
34. PACERSEN, 2018, PACERSEN BIS Demande d'Avenant au contrat T05-EUTF-SAH-SN-05-02 NOUVEAU CADRE LOGIQUE
35. ANIDA, 2017, Unité d'Exécution Technique du PACERSEN BIS Proposition de sites pour l'implantation de Fermes Villageoises Naatangué, sans ou avec étables, et de fermes Waar Wi.
36. PACERSEN, 2017, composantes du système du suivi et évaluation acteurs du SSE et leurs rôles et responsabilités.

37. ANIDA, projet d'appui a la réduction de la migration a travers la création d'emplois ruraux au Sénégal composante Centre et Ouest (PACERSEN BIS), 2020, screening des fermes agricoles dans les régions de louga-fatick-kaffrine-diourbel=tambacounda rapport de synthèse et plan d'action.
38. Projet d'Appui à la réduction de la migration à travers la Création d'Emploi Ruraux au Sénégal (PACERSEN), 2017, composantes du système du suivi et évaluation^[1] Calendrier de S&E.
39. Projet d'Appui à la réduction de la migration à travers la Création d'Emploi Ruraux au Sénégal (PACERSEN), 2017, composantes du système du suivi et évaluation Chaîne des résultats.
40. Projet d'Appui à la réduction de la migration à travers la Création d'Emploi Ruraux au Sénégal (PACERSEN), 2017, composantes du système du suivi et évaluation tableau de bord de suivi annuel des indicateurs de performance du projet.
41. PACERSEN, 2017, Procès-verbal du comité de gestion du projet.
42. PACERSEN, 2017, Cadre logique du PACERSEN bis.
43. PACERSEN BIS : Convention de subvention AICS-ANIDA Compte rendu des dépenses trimestrielles^[2] Période 01/01/2020-30/03/2020
44. PACERSEN Projet d'Appui à la Réduction de la Migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal, par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles (fermes « Naatangué ») dans les régions à haute potentialité migratoire (PACERSEN BIS), 2019, Rapport narratif et financier 2019 Annexe V, dispositif d'appui conseil de proximité : répartition des 13 conseillers agricoles
45. PACERSEN Projet d'Appui à la Réduction de la Migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal, 2017, COMPOSANTES DU SYSTÈME DE SUIVI ET EVALUATION(SSE) DU PACERSEN.
46. PACERSEN Projet d'Appui à la Réduction de la Migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal, par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles (fermes « Naatangué ») dans les régions du centre et du centre 1a haute potentialité migratoire (PACERSEN BIS), 2019, Rapport Narratif et financier 2019 Annexe VIII
47. PACERSEN, 2017\2018, T05-EUT-SAH-SN-05-02 PACERSEN Projet d'Appui à la Réduction de la Migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal, par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles (fermes « Naatangué ») DANS LES RÉGIONS A HAUTE POTENTIALITÉ MIGRATOIRE, Rapport Narratif et financier de la première annuité,
48. PACERSEN, DÉCEMBRE 2018, T05-EUT-SAH-SN-05-02 PACERSEN Projet d'Appui à la Réduction de la Migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal, par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles (fermes « Naatangué ») DANS LES RÉGIONS A HAUTE POTENTIALITÉ MIGRATOIRE, Rapport Narratif et financier de la deuxième annuité,
49. Projet d'Appui à la Réduction de la Migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal (PACERSEN & PACERSEN Bis), 2020, Compte rendu des observations et recommandations du Comité de PILOTAGE du Projet Aux Bilans 2019 des composantes et aux propositions d'Avenants présentés par les UET 05 Juin 2020.
50. Projet d'Appui à la réduction de la migration à travers la Création d'Emploi Ruraux au Sénégal (PACERSEN), 2017, composantes du système du suivi et évaluation besoins en informations des parties prenantes
51. PACERSEN, 2018, Rapport narratif et financier 2019 Annexe IV
52. Tableau situation travaux PACERSEN bis 20 avril 2021
53. PACERSEN, Annexe 1 : Reportage et Articles sur les CRD PACERSEN Bis (Tambacounda, Kaffrine, Fatick, Diourbel, Louga), 2018.
54. PACERSEN, 23.01.2018, Procès-verbal du Comité de gestion du projet PACERSEN ANIDA.
55. PACERSEN, 2020, Proposition de répartition des équipements et infrastructures
56. Projet d'Appui à la Réduction de la Migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal- composante centre et ouest (PACERSEN BIS) (T05-EUTF-SAH-SN-05-02), 2019, Rapport Annuel (PACERSEN Bis T05-EUTF-SAH-SN-05-02)
57. ANIDA, FÉVRIER 2019(PACERSEN Bis T05-EUTF-SAH-SN-05-02), 2019, Projet d'Appui à la réduction de la migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal, par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles (fermes Natangué) dans les régions à haute potentialité migratoire, rapport annuel 2018
58. ANIDA, FÉVRIER 2020, projet d'appui a la migration a travers la création d'emplois ruraux au Sénégal- composante centre et ouest PACERSEN BIS T05-EUTF-SAH-SN-05-02, rapport annuel 2019
59. ANIDA, AVRIL 2020, projet d'appui a la migration a travers la création d'emplois ruraux au Sénégal- composante centre et ouest PACERSEN BIS T05-EUTF-SAH-SN-05-02, rapport 1er trimestre
60. ANIDA, JUILLET 2020, Projet D'Appui à la Migration a travers la Création D'Emplois Ruraux au Sénégal- composante centre et ouest PACERSEN BIS T05-EUTF-SAH-SN-05-02, rapport 2ème trimestre 2020
61. ANIDA, 2020, FICHE TECHNIQUE 1a, FORMULAIRE DE SCREENIN
62. ANIDA, OCTOBRE 2020, projet d'appui a la migration a travers la création d'emplois ruraux au Sénégal- composante centre et ouest PACERSEN BIS T05-EUTF-SAH-SN-05-02, rapport 3ème trimestre 2020
63. Planification détaillée des activités PTBA, 2017, chronogramme de réalisation du PTBA.
64. Valeurs cibles des indicateurs d'activité, 2017.
65. Plan de décaissement mensuel du PTBA, 2017.

66. Etat d'avancement physique de la mise en œuvre du PTBA périodicité de renseignement : mensuel, PTBA
67. Etat d'avancement technique de la mise en œuvre du PTBA périodicité de renseignement : mensuelle. PTB.
68. Montants décaissés périodicité de renseignement : mensuelle, 2017
69. état d'avancement physique et financier du PTBA, 2017.
70. état d'avancement technique du PTBA, 2017.
71. AMBASSADE D'ITALIE, 2018, Projet d'appui à la réduction de la migration à travers la création d'emplois ruraux au Sénégal par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles (fermes Naataanguées) dans les régions à haute potentialité migratoire- composante Ouest et Centre (Bassin Arrachidier).
72. AGENZIA ITALIANA PER COOPERAZIONE ALLO SVILUPPO, 2019, Projet d'appui à la réduction de la migration à travers la création d'emplois ruraux au Sénégal par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles (fermes Naataanguées) dans les régions à haute potentialité migratoire- composante Ouest et Centre (Bassin Arrachidier).
73. AGENZIA ITALIANA PER COOPERAZIONE ALLO SVILUPPO, 2020, Projet PACERSEN Bis T05-EUTF-SAH-SN-05-02Projet d'Appui à la réduction de la migration à travers la création d'emplois ruraux au Sénégal, par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles (fermes Naatangué) dans les régions à haute potentialité migratoire – Composante Ouest et Centre (Bassin Arrachidier).
74. AGENZIA ITALIANA PER COOPERAZIONE ALLO SVILUPPO, 2020, Convention de délégation : T05- EUTF-SAH- SN- 05- 02Période d'exécution de la Convention de délégation (01/01/2020- 30/06/2020)
75. AGENZIA ITALIANA PER COOPERAZIONE ALLO SVILUPPO, 2020Convention de délégation : T05- EUTF- SAH-SN- 05- 02Suivi des taux de décaissement et d'exécution financière pour la période 01/01/2020- 30/06/2020
76. L'Agence Italienne pour la Coopération au Développement (AICS) bureau de Dakar Et L'AGENCE NATIONALE D'INSERTION ET DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE, 2019, "PACERSEN Bis – projet d'appui à la réduction de la migration à travers la création d'emplois ruraux au Sénégal par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles (fermes "Naataanguées") dans les régions de l'Ouest et du centre à potentialité migratoire.
77. Le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural MAER, 2017, arrêté portant création et fixant l'organisation et le fonctionnement du comité de pilotage du projet d'appui a la réduction de la migration a travers la création d'emplois ruraux au Sénégal.
78. Proposition nouveau budget prolongation de 6 mois
79. Proposition nouveau budget prolongation de 6 mois
80. Convention de délégation T05-EUTF-SAH-SN-05-02 période d'exécution de la convention de délégation(01\01\2018-\31\12\2018)
81. Convention de délégation T05-EUTF-SAH-SN-05-02 période d'exécution de la convention de délégation(01\01\2019-\31\12\2019)
82. Avenant n 1 convention de délégation n t05-eutf-sah-sn-05-02
83. Situation marché 2019
84. Annexe II : Tableau d'identification 21 premières fermes et carte de localisation, 2018.
85. ANIDA UE REPUBLIQUE D'ITALIE, 2017, Convention de délégation : T05- EUTF- SAH- SN- 05- 02Période d'exécution de la Convention de délégation (12/01/2017-31/12/2017)
86. Demande de prolongation de la durée de l'action de 8 mois : Avenant au budget, 2020
87. ANIDA, AECID, ambassade d'Espagne au Sénégal, agenzia italiana per cooperazione allo sviluppo, coopération espagnole, projet d'appui a la migration a travers la création d'emplois ruraux au Sénégal-composante centre et ouest PACERSEN bis, 2020, compte rendu des observations et recommandations du comité de pilotage du projet aux bilans 2019 des composantes et aux propositions d'avenants présentés par les uet 5 juin 2020.
88. AGENZIA ITALIANA PER COOPERAZIONE ALLO SVILUPPO ET PACERSEN, 2019, Projet d'appui à la réduction de la migration à travers la création d'emplois ruraux au Sénégal par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles (fermes Naataanguées) dans les régions à haute potentialité migratoire, Rapport narrative et financier 2019 annexe IV.
89. Convention de subvention AICS-ANIDA, 01\01\2020-30\03\2020, compte rendu des dépenses trimestrielles.
90. Avenant N. 2 a la convention de subvention annexe i : budget (fin de mise en œuvre : 28/02/2021), 20202018,
91. Proposition nouveau budget avec prolongation de 6 mois.
92. Convention de délégation : T05- EUTF- SAH- SN- 05- 02 Période d'exécution de la Convention de délégation (01/01/2018- 31/12/2018).



No 13 – Liberté 6 ext x VDN | www.luqman.wa.com - luqman@luqman-wa.com | Tél : +221 33 867 42 40 / 76 506 85 90